



Les migrants

Lettre 114 aux cercles de silence

Septembre 2025

Nous fermons notre porte à la vie qui se développe autour de nous. Nous nous enfermons pour nous mettre à l'abri de ceux qui ont besoin de nous. Ces humains qui cherchent un monde où vivre, qui n'ont pas encore trouvé d'autres humains pour leur ouvrir la porte qui livre l'accès à un monde où ils pourront trouver le monde qu'ils cherchent. Et ceux qui ferment leur porte savent-ils vraiment ce qu'il y a derrière la porte ? On célèbre la nécessité vitale de la diversité des espèces : il en est de même pour les humains. L'humain est un être qui a besoin d'une société pour vivre. S'il vit seul, il s'étiole et se dévalorise.

Dans notre civilisation qui s'est formée depuis des siècles, nous avons besoin pour continuer notre développement, d'humains qui viennent d'ailleurs, afin d'élargir et enrichir notre société. L'accueil des migrants – ces personnes qui ont eu le courage de venir à nous, et que nous n'avons pas à aller chercher – est nécessaire à l'épanouissement de notre société.

Choisissons-nous de survivre, en développant notre civilisation, ou de préparer la disparition de notre civilisation ? C'est à nous de décider. La vraie question n'est pas d'accueillir des migrants, mais de savoir si nous voulons continuer de vivre, ou de mourir en se desséchant.

Bonne lecture,

Michel Girard

Table des matières

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE	3
Cornebarrieu	3
Longvic	3
CERCLES de SILENCE.....	4
Bienne (Suisse)	4
Haguenau	5
Tours	5
Vesoul.....	5
FRANCE.....	5
La rentrée des mineurs non accompagnés, un véritable parcours du combattant	5
En quête d'économies, les autorités ciblent une nouvelle fois l'AME	6

Calais.....	10
Creuse-Corrèze	11
Dijon	11
Lorient.....	12
Marseille	12
Montreuil.....	13
Morbihan.....	13
Perpignan	13
Rennes.....	14
Rézé.....	15
Veules-les-Roses et la Chapelle-sur-Dun.....	15
MANCHE	15
MEDITERRANEE	17
Quelle sécurité apporte un gilet de sauvetage lors d'une traversée en mer ?	17
UNION EUROPÉENNE	18
L'accès au marché du travail, l'autre façon de limiter l'immigration	18
L'UE et l'Espagne, accusées d'avoir externalisé la gestion des migrations avec la Mauritanie	21
L'UE enregistre une chute des demandes d'asile, un phénomène lié au changement de régime en Syrie	21
Allemagne	22
Allemagne- Pakistan	26
Bulgarie.....	27
Croatie.....	27
Espagne	28
"L'exception espagnole", entre immigration de travail favorisée et externalisation des contrôles aux frontières.....	28
Grèce	37
EUROPE	38
L'UE complice d'une fusillade de la des garde-côtes en Libye, selon un député européen de haut rang.....	38
Royaume-Uni.....	38
ASIE.....	44
Australie.....	44
Turquie.....	45
AFRIQUE	45
Ghana	45
Mali.....	46

Maroc	47
Mauritanie	47
Rwanda	48
Sénégal.....	49
Tunisie.....	50
AMERIQUE	51
USA.....	51

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

CORNEBARRIEU

Révolte de prisonniers et violences policières : Témoignages de prisonniers

« Les gens ont pété les plombs, ils ont jeté les plateaux de repas, ils ont cassé des vitres, ils ont bouché les caméras. On n'en peut plus ici, même un chien il mange pas cette nourriture, dans le secteur E, y'a pas de télé pour passer le temps, on peut rien faire ici, il fait chaud. Le centre est plein.

Si quelqu'un t'envoie un colis, la police le renvoie à l'expéditeur. Ils cherchent des prétextes pour faire chier. Les gens n'ont pas de visites, pas de clopes, les flics leur balancent des mots racistes. Y'a un groupe de fachos qui nous disent « pourquoi vous êtes ici, rentrez chez vous ». Nous les Algériens on est des otages, y'a pas de laissez-passer de l'Algérie et on reste quand même enfermés.

Les ERIS* sont venus avec des tasers et des matraques, sans pitié, pour rien gratuitement, ils ont réveillé les gens avec des coups de taser et des coups de matraque, ils nous ont poussés dans la cour, les mains sur la tête, ils nous ont mis par terre allongé les mains sur la tête. Un copain diabétique a fait un malaise, il est à l'hôpital. Au secteur E, ils ont pris cher, ils les ont frappés avec les tasers, ils les ont mis au mitard. Ils ont éteint les caméras, on sait dans ce cas que ça va mal se passer »

**équipes régionales d'intervention et de sécurité*

LONGVIC (Côte-d'Or)

Manifestation pour dénoncer la construction d'un centre de rétention administrative

Une vingtaine de personnes se sont réunies samedi 30 août 2025 à Longvic, en Côte-d'Or, pour dénoncer la construction d'un centre de rétention administrative (CRA) sur le site de l'aéroport de la commune.

À Longvic, la mobilisation anti-CRA continue de plus belle en cette rentrée. Ce samedi 30 août 2025, une vingtaine de militants étaient rassemblés pour dire "non" à la création d'un centre de rétention administrative. Cela fait plusieurs mois déjà que les associations de défense des droits des hommes et le collectif Anti-CRA Dijon se mobilisent

contre l'ouverture de cette "usine à fabriquer de la désespérance", comme certains militants l'appellent. Une "usine", de 140 places au total qui doit voir le jour sur le site de l'aéroport de la commune de Côte-d'Or.

Avant un pique-nique plus festif à côté de la mairie, les manifestants ont commencé par une opération tract devant un supermarché du centre de Longvic. À coups de pinceaux et de peinture violette, ils ont écrit en grosses lettres *"À Longvic et ailleurs, nous ne voulons pas de CRA"*. Un homme, interpellé, s'arrête. Il discute. Il vient tout juste d'emménager à Longvic et ce CRA est une chose impensable pour lui. *"C'est aberrant d'enfermer des gens parce qu'ils essaient de s'en sortir dans la vie". "Il y a des personnes qui ont fait des délits qui sont incarcérées. Et d'autres aussi mais parce qu'elles cherchent juste à vivre... Ou à survivre"*. Alors il est heureux de voir que des gens se mobilisent en opposition.

Il repart un tract dans la poche, donné par un membre du collectif AntiCRA Dijon. Mais il faut faire encore plus. *"On essaie d'informer car il y a encore des gens à Longvic qui ne sont pas au courant de ce qu'il se passe. On essaie aussi d'avancer à plusieurs, avec beaucoup de collectifs qui sont en France."* La militante explique qu'ils prennent notamment contact avec des structures situées dans des villes où il y a déjà des CRA pour avoir une meilleure idée des conséquences éventuelles et de la marche à suivre. *"On se rapproche de villes où il y a des CRA en construction, où il y a une lutte ou alors des gens qui aident ceux à l'intérieur. On essaie de tout envisager"*, explique la retraitée.

Le collectif voudrait également un soutien plus prononcé de la maire de Longvic. Mais si la Maire se dit contre le projet, juridiquement, elle ne peut pas s'y opposer. *"C'est quelque chose qui est directement lié à une instruction de l'État. Mais je comprends les manifestants, les interrogations qu'ils peuvent avoir sur les conditions de rétention qui sont inacceptables. Malheureusement, je regrette que ça se passe sur la commune de Longvic."* Ce CRA sera le premier à voir le jour en Bourgogne-Franche-Comté. En France, onze centres sont prévus prochainement par le gouvernement. D'ici 2027, ce dernier prévoit d'arriver à trois mille places en CRA, soit plus de mille places supplémentaires par rapport à 2017.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/longvic-la-mobilisation-anti-cra-continue-2281252>

CERCLES DE SILENCE

Des cercles se sont arrêtés en août, d'autres on continuer. Revue de quelques réactions, qui peuvent donner des idées à d'autres cercles.

BIENNE (SUISSE)

Le Bureau d'aide aux sans papier de Berne et Bienne organise pour la 4^{ème} année, la **COURSE SOLIDAIRE POUR LES DROITS DES SANS-PAPIERS**. Les coureurs recherchent des sponsors qui paieront un montant par tour ou un forfait. Les départs sont fixés à 14h00, 15h00, 16h00 et 17h00. La course dure 45 minutes maximum et les tours sont comptabilisés. Les sponsors recevront ensuite une facture du centre d'aide par courrier. L'argent sera reversé au centre d'aide aux sans-papiers.

Alors que le monde s'enfonce de plus en plus dans la spirale de la violence et l'exclusion, nous restons debout, au côté des exilés.

HAGUENAU

Samedi 30 août nous étions 4 personnes pour débiter notre 201ème cercle de silence, puis 6 et 7 à partir du 1er quart d'heure. Quatre autres personnes nous ont rejoints pour quelques minutes. Vu la météo favorable, les passants étaient nombreux, mais indifférents ou feignant l'indifférence pour la plupart. Des manifestations de désaccord plus nombreuses que les marques de sympathie. Notre présence dérange, ce qui est déjà un objectif atteint à minima. Comme pour les 200 cercles précédents, nous continuons "*tant qu'il le faudra, ou du moins tant que cela aura du sens pour chacun et chacune d'entre nous* " et vu la moyenne d'âge tant que la condition physique le permettra.

TOURS

Pour le mois d'août 2025, nous avons centré notre réflexion, détaillée dans le 140^{ème} bulletin du Cercle de Silence de Tours sur le thème : 18 ans de Cercles de silence, de la protestation à la rencontre

VESOUL

En août, un couple de vacanciers parisiens a demandé des explications et un journaliste de "la presse de Vesoul" (hebdomadaire local tendance de droite paraissant le jeudi) à questionner les participants pour faire un article.

FRANCE

LA RENTREE DES MINEURS NON ACCOMPAGNES, UN VERITABLE PARCOURS DU COMBATTANT

Lundi 1er septembre 2025, premier jour d'école pour les collégiens et lycéens en France. Des dizaines de mineurs non accompagnés, jeunes étrangers arrivés seuls sur le territoire français, feront, eux aussi, leur rentrée. Au terme d'un véritable parcours du combattant. Test de niveaux obligatoire, dématérialisation des inscriptions, autant de verrous administratifs difficiles à surmonter pour un adolescent. Si certains sont pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance qui s'occupe des démarches, ils sont plusieurs centaines en région parisienne à être livrés à eux-mêmes en attendant que l'État reconnaisse officiellement leur minorité. Mais même dans ce cas, ces jeunes ont le droit d'être scolarisés. À condition de savoir comment s'y prendre.

Devant une salle comble, Une enseignante engagée auprès des mineurs isolés, tente de répondre à une question qui revient régulièrement : comment faire pour s'inscrire à l'école en France ?

Un adolescent en sait quelque chose. À son arrivée en France il y a huit mois, il était livré à lui-même : « *Quand je suis venu, je ne savais pas si on pouvait aller à l'école. Les associations ne peuvent pas t'inscrire à l'école, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de te donner une tente, c'est de te montrer où aller, où s'alimenter.* »

C'est en rejoignant le Collectif des jeunes du parc de Belleville, un réseau de solidarité créé par ces mineurs isolés, qu'il finit par s'inscrire au test Casnav : une évaluation de niveau organisée par le rectorat. Problème : décrocher ce rendez-vous relève presque de l'impossible. *« J'ai galéré avant d'avoir un rendez-vous, j'ai attendu trois mois. [...] Il faut être rapide. En un clin d'œil, si tu ne cliques pas le rendez-vous. Si tu n'arrives pas à réserver un rendez-vous, on te donne un créneau de 10 minutes et si tu n'arrives pas à remplir tous les champs qui sont obligatoires. Il y a certaines personnes qui n'ont pas de téléphone, qui dorment dehors, alors tu ne peux pas avoir accès au site. Il n'y a pas assez de rendez-vous par jour. Il peut y avoir maximum cinq rendez-vous pour 400 jeunes. Pour nous, c'est peu. »*

L'une des revendications du collectif : un guichet physique pour les inscriptions à l'école. À deux semaines de la rentrée, 67 jeunes évalués étaient toujours en attente de l'affectation dans un établissement. Et le parcours du combattant continue même après l'inscription. Un exemple : à Paris, la carte de transport Pass Navigo est remboursée à 100 % pour les lycéens, à condition d'en faire la demande. Une démarche administrative pas toujours accessible pour un mineur isolé. *« Sans Pass Navigo, tu arrives en retard et tu ne peux pas suivre le cours. Certaines écoles un peu sympas aident les jeunes à avoir un Pass Navigo, qui les hébergent. Mais nous voulons que le rectorat ou l'État prennent ses responsabilités.*

Depuis la création du collectif, il y a deux ans, les lignes ont donc légèrement bougé. Mais les revendications sont encore nombreuses, avec en tête la dématérialisation de la scolarisation et des places dans les classes pour tous les jeunes.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-france/20250831-la-rentre%C3%A9e-des-mineurs-non-accompagn%C3%A9s-un-v%C3%A9ritable-parcours-du-combattant-france-%C3%A9ducation-migrants-%C3%A9trangers>

EN QUETE D'ECONOMIES, LES AUTORITES CIBLENT UNE NOUVELLE FOIS L'AME

"Lorsque vous demandez des efforts aux Français, il n'est pas possible qu'ils aient le sentiment de devoir faire des efforts, mais pas les autres (...) ce n'est pas possible que les étrangers que nous accueillons et que nous aidons ne soient pas associés à cet effort", a assuré mercredi 3 septembre 2025 le chef du gouvernement français, sur BFMTV.

À six jours du vote de confiance à l'Assemblée nationale, le Premier ministre tente de rassurer l'aile droite de l'échiquier politique en s'attaquant à l'Aide médicale d'État (AME), un panier de soins réservés, sous conditions, aux migrants en situation irrégulière. *"Il y avait, par exemple, dans la liste des soins [de l'AME], de la balnéothérapie. Ce n'est pas normal, ce n'est pas raisonnable que le pays ne prenne pas soin de l'équilibre [entre les Français et les étrangers]"*.

Les projets de décrets qui visent à reformer le panier de l'AME : l'un d'eux propose d'en exclure *"les actes de rééducation réalisés en balnéothérapie"*. Le mot *"balnéothérapie"* n'apparaît pourtant pas dans l'article R.251-3 de l'actuel Code de l'action sociale et des familles qui liste les actes médicaux auxquels ont droit les bénéficiaires de l'AME. En revanche, le panier de soins propose une prise en charge financière pour des *"actes de masso-kinésithérapie"* - généralement proposés dans des centres de santé, comme les balnéothérapies. Le premier ministre proposerait donc de supprimer ces actes de *"masseurs"* ou *"kinésithérapeutes"* pour alléger les dépenses de l'État ? Ce ne serait pas la première fois que des *"soins"* de l'AME sont supprimés de l'article de loi. Depuis les années 2000, les sans-papiers ne peuvent plus profiter des *"cures thermales"*, de *"frais d'hébergement enfants et*

adolescents handicapés", des "examens bucco-dentaires pour les enfants", ou encore de "parcours de procréation médicalement assistée (PMA)". Ces soins restent intégralement à la charge du patient.

Parler de balnéothérapie est *"indécent"*, réagit le coordinateur du pôle social et juridique du Comité pour la santé des exilés (Comede). *"Comme si les sans-papiers se rendaient en cure thermale alors qu'ils sont précaires, en situation de survie"*. Pour le professionnel du Comede, cette sortie de l'exécutif stigmatise une nouvelle fois les migrants *"en faisant croire qu'ils viennent se la couler douce en France"*. *"C'est un énième affichage pour faire passer les prolétaires et les précaires pour des supposés profiteurs du système et les priver d'accès aux soins"*.

L'AME est une aide sociale qui garantit aux étrangers en situation irrégulière présents depuis au moins trois mois sur le territoire français la prise en charge de certains soins médicaux. C'est la seule aide dont peuvent bénéficier les sans-papiers en France. Les soins concernés sont remboursés par l'État, mais sur une base tarifaire de la Sécurité sociale. Cela signifie que le migrant a souvent un *"reste à charge"*. Exemple : si un sans-papiers a besoin d'une couronne dentaire à 500 euros et que la base de remboursement est de 100 euros, le migrant devra payer de sa poche 400 euros.

En termes de santé publique aussi, réformer l'AME serait un *"non-sens"*, s'était ému l'année dernière le coordinateur des MNA de Médecin du Monde. *"Si on ne permet pas aux étrangers de se soigner, ils vont tomber malades. Et s'ils tombent malades, il y a de grandes raisons que la population tombe malade elle aussi [...] Si les étrangers n'ont plus accès à l'AME, ils vont sursaturer l'hôpital public."* L'Aide médicale d'État représente environ 1,2 milliard d'euros par an des dépenses de l'Assurance maladie - ce qui correspond à seulement **0,4% des dépenses** de santé. Cette proportion est stable depuis des années. Et donc une goutte d'eau dans le budget de l'État. Les 466 000 représentent moins de 1% de la population française.

Actuellement, les prestations de santé non vitales (qui ne concernent pas des traumatismes, hémorragies ou tumeurs) auxquelles peuvent prétendre les personnes sans-papiers sont listées dans l'article R251-3 du Code de l'action sociale et des familles : des prothèses de genou ou d'épaule, des actes de soins liés à l'obésité, des rhinoplasties ou encore des *"interventions sur la hanche ou le fémur"*. Reste que très peu de gens bénéficient de l'Aide médicale d'État. Par exemple, les sans-papiers qui dépendent des centres d'accueil de soins (Caso) de l'ONG Médecins du Monde (MdM) souscrivent peu à cette aide. Parmi les bénéficiaires de MdM, 8 étrangers sur 10 n'y ont pas recours. Il n'y a donc pas, selon l'ONG, *"d'appel d'air"* d'un prétendu *"tourisme médical"*.

Les femmes bénéficiant de l'AME vont-elles perdre leur droit de se faire soigner ?

Plusieurs associations, notamment Women for Women France (WFWF), s'inquiètent après avoir consulté deux projets de décrets visant à restreindre les conditions d'accès à l'aide médicale d'État (AME) destinée aux étrangers sans papiers. Ces projets de décret, transmis par le gouvernement mardi 2 septembre 2025 à la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam), prévoient, entre autres, la prise en compte des revenus du conjoint dans le calcul de l'éligibilité à l'AME, assure l'association chargée de faire valoir les droits des personnes non françaises et/ou immigrées confrontées aux violences conjugales en France. Selon WFWF, en raison de ce décret, sur les 193 000 femmes qui bénéficient de l'AME, environ 100 000 perdront leur accès à ce dispositif et donc tout droit à être soignées en France.

L'AME, pour nombre de femmes sans papiers, est le seul dispositif leur permettant d'accéder à des soins essentiels : contraception, suivi de grossesse, traitements contre le diabète, soins liés aux infections sexuellement transmissibles, traitement contre le cancer... Or, selon le référent plaidoyer à Médecins du monde (MdM), le conditionnement de l'accès à l'AME aux ressources du conjoint entraînerait *"une éviction pure et sèche de dizaines de milliers de personnes du dispositif"*. En effet, si les ressources du conjoint sont prises en compte pour l'AME, beaucoup de femmes perdront ainsi cette aide – les revenus totaux dépassant alors le seuil de revenus fixé – et n'auront donc plus aucune couverture maladie. Sera alors supprimée la dernière porte d'accès aux soins pour ces femmes qui se retrouveront alors complètement dépendantes financièrement de leur conjoint – qui est aussi parfois leur agresseur, voire dans certains cas leur proxénète.

Ce décret est *"une arme supplémentaire qui renforcera la dépendance conjugale"*, abonde la directrice de plaidoyer à WFWF. *"Dans des situations où il y a déjà des violences conjugales, [une telle mesure] est encore plus difficile à concevoir, avec des femmes victimes de violences conjugales qui doivent demander à leur agresseur de leur donner de l'argent pour des soins post-violences."*

À six jours d'un vote de confiance périlleux, le gouvernement met sur la table un sujet cher à la droite et à l'extrême droite avec pour principal argument de faire des économies. Depuis la réforme de la protection universelle maladie (PUMA) de 2016, les personnes sans titre de séjour ne peuvent plus être affiliées comme ayant droit à la Sécurité sociale de leur conjoint assuré. Leur seul recours reste donc l'AME, qui couvre les soins de base pour les personnes sans papiers vivant en France depuis au moins trois mois et sous conditions de ressources.

"On se retrouve dans un vide total de droit, avec des gens qui ont des ressources de moins de 860 euros, mais qui doivent soit payer pour leurs soins, soit dépendre d'un conjoint pour subvenir à leurs besoins en matière de santé". *"On parle d'une population de femmes qui se trouve déjà dans une situation extrêmement précaire"*, rappelle la directrice de plaidoyer à WFWF. Selon elle, des études menées il y a quelques années par l'association ont démontré que 80 % des femmes sans papiers se retrouvent dans une *"situation polymorphe de dépendance conjugale"*. *"Pour nous, cette restriction d'accès à l'AME est une arme supplémentaire qui renforcera la dépendance conjugale"*. *"Les conséquences en cascade sont dramatiques pour les femmes sans papiers, d'autant plus quand il y a déjà des violences au sein du couple."*

Une consultation inter associative a pourtant été organisée avec les membres du cabinet du ministre chargé de la Santé et de l'Accès aux soins, en amont de ces projets de décret, affirme la directrice de plaidoyer. *"Évidemment, rien de ce que nous avons porté n'a été repris, donc on se sent peu écoutés. Ils ont même remis en cause la notion de violences administratives, disant ne pas voir le rapport avec l'AME"*.

S'exerçant par exemple par le biais de la confiscation ou de la destruction de documents officiels, ou du blocage de l'accès aux démarches en ligne par le conjoint, les violences administratives – non reconnues par la loi en France et retirées de la notion de *"contrôle coercitif"* validée récemment par le législateur – sont pourtant au cœur du sujet, WFWF rappelant que c'est en partie à cause de ces violences administratives que les femmes demeurent sans papiers.

Globalement, *"on comprend bien que l'unique ambition du gouvernement est de faire des économies"*. Des économies *"minimes"*, que les associations considèrent comme un *"non-sens"*. Aussi, pour certains observateurs, réduire l'accès à ce dispositif au nom de quelques centaines de milliers d'euros paraît non seulement dérisoire à l'échelle du système,

mais surtout contre-productif sur le plan sanitaire et économique. Fin 2023, le chef de service des urgences et du Smur de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis, en banlieue parisienne, expliquait qu'*"un patient malade traité dès les premiers symptômes coûtera toujours moins cher qu'un patient qui va traîner des séquelles toute sa vie et qui finira de toute façon un jour par être français"*.

Privées de soins, les femmes sans papiers, déjà en situation de violence conjugale, de précarité extrême ou d'exclusion administrative, risquent d'être rapidement confrontées à des pathologies plus graves, et donc plus coûteuses car plus lourdes à traiter. *"Ces problématiques, nous les avons portées à [la] connaissance [du gouvernement]"*, et cependant il n'a été reçu aucun soutien – et même, a minima, de réponse – d'aucun ministère. *"Malheureusement, nos gouvernements successifs ont des traitements très différents en fonction des bénéficiaires des aides dont on parle. En ce qui concerne l'AME, non seulement on parle de femmes, mais en plus de femmes sans papiers..."*, rappelle-t-elle.

Reste que si ce décret passe – la Cnam doit rendre un avis consultatif mardi avant que le gouvernement n'envoie les décrets pour validation au Conseil d'État –, des dizaines de milliers de femmes disparaîtront des radars de la santé publique.

<https://www.france24.com/fr/france/20250905-aide-m%C3%A9dicale-%C3%A9tat-projet-r%C3%A9forme-menace-femmes-sans-papiers-d%C3%A9j%C3%A0-vuln%C3%A9rables>

Rétention des personnes étrangères : deux articles contraires à la constitution

Dans une décision du 7 août 2025, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la Constitution les articles 1er et 2 de la loi promulguée le 11 août 2025, présentée comme *« visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive »*.

L'article 1er permettait en réalité de prolonger au-delà de 90 jours la rétention administrative de personnes étrangères en attente d'expulsion après avoir été pénalement condamnées, y compris pour des infractions sans gravité particulière et sans que l'administration ait à établir que leur comportement constituait une menace pour l'ordre public. Le Conseil a donc jugé qu'en permettant de porter la durée de leur rétention jusqu'à six mois, voire sept mois, la loi portait une atteinte disproportionnée à leur liberté individuelle.

L'article 2 permettait de maintenir une personne en rétention, malgré une décision de remise en liberté prononcée par un juge, tant que l'appel du procureur de la République ou de l'administration contre cette décision ne serait pas jugé, ce que le Conseil a également sanctionné pour le même motif.

<https://www.gisti.org/spip.php?article7577>

Les jeunes scolarisés et leur famille en danger

Les mesures gouvernementales contre les droits des personnes étrangères mettent en danger des centaines de milliers de personnes dans notre pays, dont des milliers de jeunes et leurs familles. L'application de la loi Darmanin et de la circulaire Retailleau (qui abroge la circulaire Valls de 2012) entraîne :

- la restriction massive des admissions exceptionnelles au séjour, notamment au titre de la vie privée et familiale ;
- l'exigence absurde de sept années de présence pour les jeunes devenus majeurs, au lieu de trois précédemment ;

- la multiplication des refus de séjour avec obligation de quitter le territoire valables trois ans au lieu d'un an et opposables à toute demande ultérieure ;
- une atteinte au droit à la scolarisation, aux études supérieures ou aux formations en alternance.

De la maternelle à l'université, ces élèves, nos élèves, les amis et camarades de nos enfants, risquent de voir leur études interrompues, leur insertion professionnelle et sociale remise en cause, leur parcours de vie saccagé.

Pour les populations d'origine étrangère, en situation régulière ou qu'elles aspirent à le devenir, cette dérive xénophobe met gravement en cause le sentiment d'intégration et le vivre ensemble.

<https://www.ldh-france.org/alerte-des-milliers-de-jeunes-scolarises-et-leur-famille-mis-en-danger/>

CALAIS

Un exilé d'une vingtaine d'années retrouvé mort à Calais

Un jeune migrant d'environ 20 ans, a été retrouvé mort durant la nuit de jeudi à vendredi 29 août 2025, par un agent de sécurité, dans la zone Marcel Doret, à l'est de Calais, aux alentours de 2h30 du matin. Le corps de cette personne "*non identifiée*" à ce stade a été transféré à l'institut médico-légal de Lille pour des examens et une autopsie, a ajouté le parquet, qui a ouvert une enquête pour homicide volontaire. Selon une source policière, la victime est âgée d'une vingtaine d'années et présentait une trace de coups à l'arrière du crâne.

Cette découverte intervient après plusieurs jours tendus entre communautés. "*Les secours ont reçu un appel d'urgence pour des personnes blessées suite à une nouvelle rixe vers 23h30 (...) sans qu'aucune victime ne soit retrouvée*". Intervenues pour un affrontement opposant une cinquantaine de migrants, les forces de l'ordre ont rétabli le calme vers 1h du matin après avoir utilisé des moyens collectifs de défense, selon cette source à l'AFP. Plus tôt dans la journée, la police et les pompiers étaient déjà intervenus dans la même zone pour une autre rixe entre exilés. Sur place, les secours avaient pris en charge deux blessés par arme blanche. Il s'agissait de deux Soudanais, l'un âgé de 15 ans et l'autre de 26 ans, selon la Voix du Nord. La première victime souffrait de plaies à la tête et à l'avant-bras, la seconde victime avait été lacérée à plusieurs reprises. Les deux ont été emmenées à l'hôpital de la ville.

Selon l'adjoint à la sécurité à la mairie de Calais, l'origine de la rixe est encore inconnue mais elle opposait des migrants Érythréens et Soudanais. "*La météo n'étant pas favorable pour des tentatives de traversées, il se crée des tensions*". Le week-end dernier, ce sont 6 personnes qui avaient été blessées à coups de couteau dans la même zone.

Ce n'est pas la première fois que des affrontements interviennent entre exilés sur le littoral nord de la France. Le camp de Loon-Plage, par exemple, fait régulièrement face à un climat de violence, qui peut éclater entre des migrants candidats à la traversée de la Manche en "*small-boats*", épuisés par des conditions de vie indignes. "*On intervient dans un milieu où les gens ont très peu, où ils se battent pour survivre. Ça n'excuse rien mais ça explique en partie la violence, en particulier quand vous avez beaucoup d'ethnies différentes [au même endroit] et beaucoup de gens désespérés*", selon l'ONG britannique Roots.

Mais surtout, il y a des conflits entre des passeurs qui n'hésitent pas à recourir à la violence pour conserver leurs territoires face aux clans rivaux. "*Il y a des règlements de comptes entre passeurs qui sont sur le camp*", expliquait en 2022 la secrétaire générale de l'association Salam, présente à Loon-Plage. "*Il y a des querelles de pouvoir, de territoire*."

CREUSE-CORREZE

Refus d'un agrément pour la communauté Emmaüs du Plateau de Millevaches

Depuis environ un an, l'association "*Montagne Limousine accueil solidarité*" a rejoint le réseau Emmaüs. Elle accueille des demandeurs d'asile et souhaite leur redonner de la dignité par le travail. Ces derniers mois, elle a développé plusieurs activités économiques : traiteur, maraîchage, conserverie, réparation de petit électroménager. Ces activités se déroulent sur deux sites : à **Felletin**, en Creuse, et à **Tarnac**, en Corrèze. Malheureusement, la communauté vient de se voir refuser l'agrément OACAS (Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires).

Cet agrément OACAS "*est obligatoire pour les communautés Emmaüs*", explique la responsable de la communauté du plateau de Millevaches. Il assure en effet un statut aux compagnons, grâce à lui, ils cotisent par exemple à l'Urssaf et bénéficient d'un soutien financier appelé "allocation communautaire" d'un montant mensuel de 390 euros.

C'est la préfecture d'Ile-de-France, sur les conseils de la préfecture de Corrèze, qui a refusé d'accorder cet agrément. Elle estime en effet que le projet n'est pas viable économiquement, et que l'association qui porte le projet exprime "*une volonté manifeste de déroger au respect des valeurs républicaines* ", notamment à cause de ses prises de positions en faveur d'une personne étrangère frappée par une obligation de quitter le territoire (OQTF). La communauté Emmaüs du plateau de Millevaches dénonce une décision politique. Elle a entamé un recours auprès du tribunal administratif d'Ile-de-France.

Sans l'agrément OACAS, le projet doit nécessairement être revu. Un site d'hébergement devait par exemple ouvrir à Faux-la-Montagne, pour passer de cinq à 15 compagnons sur le plateau, un projet désormais en stand-by. Quoiqu'il arrive, l'association "*Montagne Limousine accueil solidarité*" promet de continuer à héberger et accompagner des demandeurs d'asile. Elle exerce ces missions depuis une dizaine d'années.

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-ici-creuse/un-coup-dur-pour-la-communaute-emmaues-du-plateau-de-millevaches-en-creuse-et-correze-8819865>

DIJON

Deux nouveaux squats de migrants ouvrent à Dijon

Deux maisons à la périphérie de Dijon sont occupées depuis samedi 30 août 2025 par des migrants. Certains de ces exilés étaient hébergés dans l'ancien squat de Fontaine-les-Dijon, expulsé en avril 2025. Ils ont été relogés par des associations dans ces pavillons appartenant à des collectivités locales. La maison passe presque inaperçue depuis la rue. Un pavillon très dégradé au 29, rue Sully, à Dijon, est squatté depuis samedi 30 août 2025 par des exilés. Certains de ces jeunes hommes, originaires d'Afrique, avaient été expulsés d'une maison qu'ils occupaient à Fontaine-les-Dijon au début du mois d'avril. Les associations qui les ont relogées ont aussi installé des familles, surtout des femmes et des enfants, dans un deuxième squat dont elles ne communiquent pas l'adresse.

Le squat de la rue Sully se situe juste à côté du CHU et de la piscine olympique. À l'intérieur de cette petite maison avec un étage et visiblement des greniers, il n'y aurait ni eau courante ni électricité. Le Quartier libre des Lentillères lance, sur Instagram, un appel aux dons de matériel pour ces squats. Il recherche du matériel électrique, de plomberie, des lampes à pile, des couvertures, du linge de lit, un réfrigérateur ou encore une machine à laver.

Selon un jeune homme rencontré sur place, certains des occupants ont leurs papiers, d'autres attendent que leurs demandes soient étudiées. Les deux pavillons

appartiennent à une collectivité locale. "On attend leur mansuétude", confie un membre de la Ligue des droits de l'homme de Dijon.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/deux-nouveaux-squats-de-migrants-ouvrent-a-dijon-2495365>

LORIENT

Le garde des sceaux expulse en famille !

Résidant depuis 2019 à Lanester, sur le territoire de Lorient, la famille HAMZAJ a été expulsée à Tirana (Albanie) le 29 août dans le cadre d'une opération générale d'expulsion dans la « zone ouest ». Déboutée de sa demande d'asile après recours à la CNDA, la famille a été assignée à résidence. Elle a été arrêtée le 29 août 2025 au matin, lors du pointage au commissariat de police.

Les parents et trois de leurs quatre enfants ont été embarqués, sans même qu'ils aient pu donner la moindre nouvelle à leur fille aînée, majeure et étudiante infirmière et titulaire d'un titre de séjour étudiant. Quelles raisons compréhensibles le préfet du Morbihan pourrait-il avancer pour justifier une mesure aussi révoltante ?

Le père a travaillé dans une ferme, il a été suffisamment apprécié pour que son patron lui propose un CDI. La mère parle parfaitement le français, est déléguée des parents d'élèves, et donne des cours de français aux primo-arrivants. Les deux filles expulsées, l'une de 17 ans, en terminale, l'autre de 15 ans en 1ère, ont toutes deux obtenu leur brevet avec mention TB et reçoivent des bourses d'excellence. Elles ont passé le BAFA et travaillaient jusqu'à leur expulsion comme animatrices au centre de loisirs.

Un collectif de soutien, voisins, parents, enseignants, s'est constitué autour de la famille. Il finance un appartements solidaire pour les loger depuis leur sortie du CADA. Les élus, député, conseillères départementales ont fait part de leur soutien. Le maire de Lanester a interpellé le préfet à plusieurs reprises. En vain ! Tous se sont mobilisés devant la préfecture de Vannes. Le préfet n'a pas daigné les recevoir, ne serait-ce que pour informer la fille aînée de l'endroit où se trouve sa famille... A la politique barbare du gouvernement et du président de la république s'ajoute l'inhumanité de son application !

<https://reseau-resf.fr/Darmanin-expulse-en-famille>

MARSEILLE

Evacuation d'un campement de 49 personnes, installé illégalement

Un campement illégal, installé depuis le 4 juillet 2025, a été évacué vendredi matin 29 août 2025, dans le 1er arrondissement de Marseille, square Léon Blum. Le site abritait 49 personnes. L'évacuation s'est déroulée dans le calme et sans incident, selon la préfecture des Bouches-du-Rhône. Ce campement était occupé par des jeunes exilés qui se décrivaient comme des mineurs non accompagnés (MNA). Ils avaient investi un kiosque des Réformés, au cœur de Marseille depuis début juillet.

Les services de la préfecture ont mené un "*diagnostic social approfondi et individualisé*" qui a permis de repérer 12 personnes vulnérables à qui une solution d'hébergement a été proposée. Neuf personnes sont parties "*de leur plein gré*", selon la préfecture. La majorité de 28 autres personnes a été confirmée, après un "*examen individuel*". Ces personnes ont fait l'objet d'une obligation d'évacuation. Le préfet des Bouches-du-Rhône et la préfète de police déléguée ont pris cette décision d'évacuation en raison de "*troubles à l'ordre public*", les conditions de vie des occupants de ce campement contrevenant aux

principes de salubrité.

De son côté, l'adjointe au Maire de Marseille en charge des affaires sociales, de la solidarité, de la lutte contre la pauvreté et de l'égalité des droits condamne l'évacuation de *"24 jeunes déminorisés (...) "sans prise en charge sur décision unilatérale de la préfecture". "Depuis presque deux mois, la mobilisation quotidienne de nombreux solidaires et le concours des services municipaux pour la fourniture d'eau, de repas, de kits hygiène et l'accès à des douches, a difficilement pallié l'absence de propositions de prise en charge par l'Etat".*

L'adjointe alerte pour certains jeunes de *"la forte dégradation de leur santé"* et déplore qu'ils soient laissés *"à la rue à la veille de la rentrée scolaire"* ainsi que *"le changement de méthodes de la préfecture quant au traitement de ce genre de situation"*. Elle dénonce *"la défaillance volontaire du Département"* dans ce dossier et rappelle que la Ville soutient *"la création de près de 500 places d'hébergement d'urgence et d'un accueil de jour où ils peuvent bénéficier d'un accès à l'hygiène, à des repas, et d'un accompagnement"*. *"La réponse apportée ne fait que déplacer le problème et plonger un peu plus ces jeunes dans la précarité"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/un-campement-installe-illegalement-evacue-a-marseille-7162872>

MONTREUIL

Ouverture du campus «each One» pour la formation et l'insertion des réfugiés

Une école pas comme les autres vient d'ouvrir ses portes à Montreuil en région parisienne : un campus entièrement dédié à la formation des réfugiés et des nouveaux arrivants sur le territoire. Une initiative de l'organisme each One qui œuvre depuis dix ans à l'insertion de ces exilés dans le monde de l'entreprise.

MORBIHAN

Une rentrée des classes sous haute tension pour Réseau éducation sans frontières

La rentrée 2025 de Réseau Education sans frontières-Morbihan est sur les rails. Une année qui s'annonce particulièrement compliquée. La présidente de l'association morbihannaise du Réseau éducation sans frontières ne cache pas son inquiétude. « Nous devons sortir beaucoup d'argent que nous n'avons pas. Le bas de laine a fondu. Peut-être que l'on va devoir réduire nos activités et arrêter certaines aides. Mais si nous ne fournissons plus de cartes de bus, comment les enfants vont-ils aller à l'école ? »

Le problème a commencé à émerger lors de l'année scolaire 2024-2025. Les fonds sociaux des lycées n'ont plus suffi à garantir la prise en charge des mineurs étrangers.

<https://www.ouest-france.fr/education/dans-le-morbihan-une-rentree-des-classes-sous-haute-tension-pour-reseau-education-sans-frontieres-7dc7dbd2-898b-11f0-86eb-dac26b435301>

PERPIGNAN

Condamné à mort en Iran, un couple de chrétiens iraniens obtient l'asile après sept ans d'attente

Cela fait sept ans qu'un avocat accompagne un couple iranien dans leur combat pour obtenir l'asile en France. Le couple d'Iraniens, converti au christianisme, vient d'être reconnu comme réfugiés politiques par l'OFPRA, l'Office français de protection des réfugiés

et des apatrides.

Ils sont arrivés à Perpignan en 2018, après avoir été condamnés à mort en Iran. Leur première demande d'asile est rejetée, ainsi que les recours qu'ils déposent, l'administration française n'étant pas convaincue de la sincérité de leur conversion à la religion chrétienne. Le couple, qui est parent de deux enfants dont l'un est né à Perpignan en 2019, ne cesse de déposer des demandes d'asile, ajoutant chaque fois des nouveaux éléments au dossier. Dans le même temps, ils s'impliquent dans la paroisse de leur quartier et apprennent le français. Mais fin 2023, la famille est menacée d'expulsion, avec une obligation de quitter le territoire (OQTF). Leur dernière demande était celle de la dernière chance.

"Depuis sept ans, ils vivent dans la peur permanente de retourner en Iran. Aujourd'hui c'est beaucoup de soulagement et de joie. ils vont pouvoir vivre normalement, trouver du travail et avoir une vie de citoyen français la plus normale possible. Je ne sais pas pourquoi ça a été aussi long. Mes clients qui sont très sérieux dans leur défense ont eux-mêmes produit de nouvelles pièces pertinentes, des nouvelles traductions et notes juridiques qui ont confirmé cette sentence de mort qui les menaçait", selon leur avocat. Ils devraient maintenant entamer des démarches pour pouvoir rester définitivement en France.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/condamne-a-mort-en-iran-un-couple-de-chretiens-iraniens-obtient-l-asile-a-perpignan-apres-sept-ans-d-attente-6499440>

RENNES

Des conditions de vie difficiles pour des centaines de migrants installés dans un parc de la ville

Cela fait plus de six mois que des exilés vivent dans le parc de Maurepas à Rennes (Ille-et-Vilaine) dans des conditions difficiles. Ils sont entre 300 et 350 migrants sous les toiles de tentes dans le parc de Maurepas, à Rennes. Ces personnes viennent du monde entier *"il y a des gens du Moyen-Orient, d'Afrique centrale et de l'Ouest, d'Asie, il ne manque que des personnes du continent américain et le monde entier sera représenté sur le camp"*, ironise le coordinateur de l'association Utopia 56 à Rennes. Les exilés occupent un quart de la superficie du parc depuis la fin de la trêve hivernale en mars.

Il n'y a pas de douches dans le parc de Maurepas : *"généralement, on va à la piscine Saint Georges pour se laver, mais elle était fermée cet été"*, déplore un immigré congolais. La mairie de Rennes a mis à disposition deux toilettes de chantier pour les exilés mais *"c'est insuffisant"* selon une femme de Kinshasa *"il y a souvent la queue pour aller aux toilettes et elles ne sont pas propres, ça nous expose à des maladies"*. Certains sont contraints de se retenir, en particulier la nuit : *"il y a beaucoup de mamans célibataires qui ne vont pas aux toilettes la nuit, elles ne peuvent pas laisser leurs enfants seuls sous la tente"*. Il y a plus d'une centaine d'enfants sur le camp de Maurepas, dont 53 mineurs non accompagnés. Ces derniers ont passé des tests de niveaux scolaire mais n'auront pas une place à l'école tout de suite : *"je pense que la rentrée à l'école se fera plutôt à partir de novembre"*. La plupart seront scolarisés via des Missions de lutte contre le décrochage scolaire. Les enfants plus jeunes ont été recensés pour la mairie, ils disposent tous d'une affectation dans une école rennaise, selon Utopia 56.

<https://www.francebleu.fr/emissions/l-info-d-ici-ici-armorique/rennes-des-conditions-de-vie-difficiles-pour-des-centaines-de-migrants-installes-dans-un-parc-de-la-ville-7036017>

REZE

Menacées d'expulsion, deux familles géorgiennes marrainées à Rezé

Deux familles géorgiennes « intégrées », réfugiées en France depuis plusieurs années, ont reçu un marrainage républicain en mairie de Rezé (Loire-Atlantique), samedi 6 septembre 2025. Une action symbolique qui vise à freiner, sinon empêcher, leur expulsion, tout en rappelant que la France est une terre d'accueil.

« *À chaque fois que la police passe dans le quartier, j'ai peur.* » Dans un français encore balbutiant, traduite tantôt par son fils cadet de 14 ans, scolarisé en 3^e dans un collège de Rezé (Loire-Atlantique), tantôt par Google Trad, une Géorgienne de 36 ans, exprime l'angoisse liée à une possible expulsion de sa famille dans son pays d'origine, fui pour la France, en juin 2022.

Après la notification, en août, d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français) visant son beau-père et sa belle-mère, après le refus de renouvellement de leur titre de séjour, elle craint qu'elle et son mari, ainsi que leurs quatre enfants âgés de 1 an à 17 ans, ne soient à leur tour visés. Et que les huit, qui partagent le même appartement pour demandeurs d'asile, soient tout bonnement conduits, un matin, dans un charter. Ce fut le cas, le 8 avril 2025, pour une autre famille géorgienne vivant à Rezé depuis fin 2021 – une maman et ses deux adolescents de 11 et 13 ans –, dont tous les recours avaient échoué.

VEULES-LES-ROSES ET LA CHAPELLE-SUR-DUN

35 migrants interceptés

Les autorités ont intercepté trente-cinq personnes samedi 6 septembre 2025 à Veules-les-Roses et à la Chapelle-sur-Dun, près de Saint-Valery-en-Caux (Seine-Maritime). Six migrants ont reçu une obligation de quitter le territoire français.

Les autorités ont pris en charge trente-cinq migrants ayant l'intention de traverser la Manche samedi 6 septembre 2025, dans la matinée. Parmi eux, se trouvent cinq enfants. Ils ont été interceptés à Veules-les-Roses et à la Chapelle-sur-Dun, deux communes situées près de Saint-Valery-en-Caux (Seine-Maritime). Six personnes ont reçu une obligation de quitter le territoire français.

La préfecture précise que les personnes ont été dirigées vers des salles communales notamment avec l'aide des maires des deux communes et de la communauté de communes de la Côte d'Albâtre. C'est ici que leur situation administrative a été étudiée. Les migrants sont de nationalité syrienne, koweïtienne, yéménite, iranienne, palestinienne, tunisienne, libyenne, saoudienne et égyptienne.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/trente-cinq-migrants-pris-en-charge-a-veules-les-roses-et-a-la-chapelle-sur-dun-ils-voulaient-traverser-la-manche-3879279>

MANCHE

Trois migrants sont morts au large de Sangatte, 194 personnes ont été secourues

Les tentatives de traversée de la Manche par des migrants dans des petits bateaux ont été nombreuses ces derniers jours avec une fenêtre météo favorable. Entre mardi soir 9 septembre 2025 et mercredi matin 10 septembre 2025, 194 personnes ont été secourues, selon

la Préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord. *"Nous n'avions pas connu ça depuis plusieurs mois"*, a déclaré le préfet.

Mercredi matin à l'aube, un bateau de type "taxi-boat" a été secouru au large de Sangatte. L'embarcation était surchargée avec 44 personnes à bord. Parmi elles, trois migrants sont morts (d'origine du sud-est asiatique et une serait plutôt égyptienne ; ce sont des personnes jeunes [...] peut-être deux mineurs) . On ignore encore dans quelles circonstances, mais il est *"probable"* selon le préfet que les personnes soient décédées dans l'embarcation. Lors de cette même opération, trois autres personnes ont été hélitreuillées vers l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, 38 au total ont ainsi été secourues. Par ailleurs, au moins trois autres personnes sont recherchées par les secours après un incident au large de Neufchâtel-Hardelot.

Les corps ont été ramenés ce mercredi matin au port de Boulogne-sur-Mer où un hôpital de campagne a été installé. Trois opérations de secours ont été réalisées dans la nuit, notamment à 4h45, un bateau avec 115 personnes à bord a été remorqué jusqu'à Boulogne, *"du jamais vu"* selon le préfet. L'association Utopia 56 a calculé qu'en moyenne, 60 personnes se trouvent sur chaque bateau arrivé en Angleterre (en se basant sur les chiffres du gouvernement britannique). *"60, c'est déjà le triple d'il y a trois ans"*, explique une des coordinatrices de l'association.

Le week-end des 5 et 6 septembre 2025, plus d'un millier de personnes ont réussi à rejoindre les côtes anglaises, selon Londres.

Plusieurs maires du littoral, réunis en collectif ont par ailleurs rencontré le préfet mercredi 10 septembre, pour faire à nouveau remonter leurs demandes (notamment un "couloir de sécurité" pour éloigner les exilés du littoral ou encore davantage de concertations sur le récent accord franco-britannique) et faire le constat de tensions de plus en plus fortes entre les migrants mais aussi avec les riverains. Ils ont prévu d'aller manifester à Paris le 7 octobre et à Londres quelques jours plus tard, un an après la formation de ce collectif.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/nauffrage-dans-la-manche-3-migrants-sont-morts-au-large-de-sangatte-4937973>

Pas-de-Calais : 24 migrants secourus

Vingt-quatre personnes tentant de traverser la Manche vers la Grande-Bretagne sur des embarcations ont été secourues samedi 6 septembre 2025. Le Centre de surveillance et de sauvetage (CROSS) a été alerté du départ de plusieurs embarcations de migrants au large du Pas-de-Calais. Les services de secours sont intervenus pour secourir une personne dont l'état de santé s'était brusquement dégradé. Une équipe médicale a été hélitreuillée par l'hélicoptère pour évacuer la victime vers l'hôpital de Berck.

Plus tard, les secours ont porté assistance à une embarcation en difficulté et recueilli vingt-trois migrants, ensuite débarqués à Boulogne-sur-Mer. Ils ont été pris en charge par les autorités. La plupart des migrants, résolus à atteindre le Royaume-Uni à bord de bateaux précaires et surchargés, déclinent systématiquement l'assistance proposée, n'y ayant recours qu'en situation de détresse extrême.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/pas-de-calais-24-migrants-secourus-samedi-alors-qu-ils-tentaient-de-traverser-la-manche-vers-la-grande-bretagne-1494830>

MEDITERRANEE

3 migrants morts et au moins trois personnes portées disparues dans deux incidents

Dans la nuit de mardi 9 au mercredi 10 septembre 2025, la Manche a été le théâtre d'un nouveau drame. Trois migrants sont morts (dont deux mineurs) lors d'une tentative de traversée pour rejoindre le Royaume-Uni. L'embarcation, un canot pneumatique ("small boat") surchargé avec 38 personnes à bord, a chaviré au large de Sangatte, au sud de Calais. Les corps ont été ramenés à Boulogne-sur-Mer.

Par ailleurs, au moins trois personnes ont disparu en mer au large de Neufchâtel-Hardelot, lors d'un incident survenu au cours d'une autre tentative de traversée. Des secours s'activaient toujours pour les rechercher mercredi. *"Une personne a pu être réanimée par les gendarmes alors qu'elle était en train de se noyer"*, a expliqué le préfet. Selon la police du Kent (sud-est de l'Angleterre), mardi, une femme migrante a été déclarée décédée sur le rivage britannique à l'issue d'une tentative de traversée.

Ces derniers décès portent à 21 le nombre de personnes migrantes mortes en mer en tentant de rejoindre le Royaume-Uni depuis le début de l'année. Mais durant la seule journée de samedi 6 septembre 2025 a vu 17 embarcations et plus de 1 000 migrants réussir la traversée, toujours selon les autorités britanniques.

QUELLE SECURITE APPORTE UN GILET DE SAUVETAGE LORS D'UNE TRAVERSE EN MER ?

Aurora

41 Migrants secourus mais 7 disparaissent en mer en tentant de rejoindre l'Italie

L'ONG Sea-Watch a annoncé mardi 2 septembre 2025 que le bateau humanitaire de l'organisation allemande, l'Aurora, a porté secours à 41 autres personnes, la plupart originaires du Soudan, parties de Libye le 27 août 2025. Ces exilés étaient bloqués depuis le 28 août sur le navire commercial Maridive 208, qu'il les a secourus sur ordre des autorités tunisiennes. *"Quarante et une personnes ont été interceptées par le navire de ravitaillement Maridive 208 dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise"*, a signalé le 30 août 2025 Alarm Phone, la plateforme d'aide aux migrants en mer. Pendant plusieurs jours, plusieurs organisations - dont Sea-Watch et Alarm Phone - ont appelé Malte et l'Italie à secourir ces migrants bloqués en mer. Mais *"malgré l'obligation du droit maritime international de secourir les naufragés, aucun État européen n'a entrepris de sauvetage"*, indique l'ONG allemande.

Le lendemain, la marine tunisienne, arrivée sur zone, a tenté de prendre en charge ces naufragés mais ces derniers ont refusé de les suivre, selon Sea-Watch. *"Certaines de ces personnes préfèrent mourir plutôt que d'être envoyées de force en Tunisie"*, a affirmé un porte-parole de l'ONG. *"La Tunisie n'est pas un pays sûr pour les personnes en déplacement : il n'existe pas de système d'asile opérationnel et les personnes fuyant leur pays d'origine sont exposées à la privation de droits et à la violence"*, alerte Sea-Watch. Depuis plus de deux ans, la situation des migrants en Tunisie s'est considérablement compliquée.

À bord du Maridive 208, qui n'est pas équipé pour prendre en charge ces naufragés, la situation s'est rapidement détériorée : les exilés manquaient de nourriture et leur état de santé s'est aggravé. C'est donc l'Aurora qui est venu au secours des 41 migrants lundi 1^{er} septembre 2025, après avoir finalement reçu l'autorisation de Tunis de les récupérer. Selon les témoignages des survivants, sept personnes sont portées disparues après avoir sautées par-dessus leur canot, au moment du naufrage. Les rescapés ont été déposés mardi soir 2 septembre 2025 sur l'île italienne de Lampedusa.

"Cet incident montre que sans le sauvetage maritime civil, ces personnes auraient été abandonnées à leur sort en mer", estime Sea-Watch. "Quarante et une personnes ont été ignorées en Méditerranée pendant six jours, malgré l'obligation évidente de les secourir. L'intervention d'un navire civil est un exemple choquant de violation systématique du droit par les États européens".

Depuis le début de l'année, plus de 800 migrants sont morts en Méditerranée centrale sur la route vers l'Europe, d'après les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Et au total en 2024, l'agence onusienne a comptabilisé 1 810 personnes mortes dans cette zone maritime.

UNION EUROPÉENNE

L'ACCES AU MARCHE DU TRAVAIL, L'AUTRE FAÇON DE LIMITER L'IMMIGRATION

Une étude publiée par le London School of Economics intitulée : **Le retour de l'État: comment les gouvernements européens réglementent la concurrence des travailleurs migrants sur le marché du travail**, montre comment l'Autriche, l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni ont progressivement renforcé les règles qui régissent l'accès à l'emploi des migrants vivant dans le pays. Au lieu de miser uniquement sur le contrôle des frontières, les gouvernements introduisent ainsi des restrictions pour déterminer qui peut être embauché, à quelles conditions et pour quel salaire.

L'étude identifie trois principaux types d'obstacles qui conditionnent désormais l'emploi des migrants après leur arrivée dans le pays :

- La vacance d'emploi : les employeurs doivent d'abord prouver qu'aucun travailleur local n'est disponible avant d'embaucher une personne étrangère.
- Seuils de rémunération et de qualification : les migrants sont souvent tenus de présenter des niveaux de salaire et d'études supérieurs à la moyenne afin d'obtenir le droit de travailler, garantissant ainsi qu'ils ne concurrencent pas la main-d'œuvre locale.
- Périodes de fidélité à l'employeur : de nombreux arrivants sont tenus de garder le même employeur pendant au moins un an avant de pouvoir changer d'emploi.

Les demandeurs d'asile sont soumis à des règles supplémentaires, telles que l'obligation d'attendre plusieurs mois avant d'être autorisés à travailler. Les quatre pays étudiés ont fini par adopter des systèmes étonnamment similaires.

- L'**Autriche** a lancé la carte "Rouge-Blanc-Rouge" (Red-White-Red, RWR) en 2004, combinant la vérification des postes vacants, des seuils de salaire minimum et obligeant les travailleurs qualifiés à rester chez le même employeur pendant au moins un an.
- L'**Allemagne** a adopté un nouveau cadre de résidence en 2005, puis a introduit la carte bleue européenne, imposant des salaires minimums, des tests d'aptitude et obligeant les travailleurs qualifiés à rester chez leur premier employeur pendant deux ans.
- L'**Irlande**, autrefois pays d'émigration, a imposé parmi les conditions les plus strictes : une offre d'emploi doit avoir été publiée pendant au moins huit semaines avant qu'un migrant puisse être embauché, des revenus minimums élevés compris entre 32 000 et 64 000 euros, et un engagement d'un an auprès de l'employeur.
- Le **Royaume-Uni** a introduit un système de visa à points en 2008. Celui-ci a été réformé depuis. Les restrictions d'accès au marché de l'emploi se traduisent notamment par des niveaux de revenus minimums requis pour ne pas faire baisser les salaires des travailleurs locaux.

En 2020, l'Autriche et l'Irlande, qui avaient peu de restrictions dans les années 1990, ont rattrapé l'Allemagne et le Royaume-Uni. Même les travailleurs hautement qualifiés, autrefois considérés comme exemptés, sont depuis soumis à des tests de vacance et à des revenus minimums.

Un idée très répandue est que l'Union européenne (UE) est le moteur de la politique migratoire. Si Bruxelles a fixé des normes de base, la plupart des restrictions en matière d'emploi ont été conçues et sont appliquées au niveau des Etats membres. Aussi, l'élargissement de l'UE en 2004 et 2007 a suscité des inquiétudes quant à la concurrence sur le marché du travail. En réponse, les gouvernements ont introduit des règles plus strictes en matière d'accès à l'emploi, en particulier dans les secteurs peu qualifiés.

Paradoxalement, tout en limitant l'accès à l'emploi pour les migrants, les gouvernements européens lancent également des programmes visant à attirer les meilleurs talents.

Au Royaume-Uni, le nombre de sponsors autorisés pour le visa de travailleur qualifié a atteint 110 500 en 2024, reflétant une demande continue. Londres met également en place des réformes pour attirer des professionnels hautement qualifiés dans les domaines de l'intelligence artificielle, des sciences de la vie, des énergies propres et des biosciences, comme indiqué dans le prochain livre blanc sur l'immigration du gouvernement.

L'Allemagne a lancé une nouvelle "*carte d'opportunités*", un programme à points qui permet aux personnes de venir chercher un emploi dans les secteurs en tension, en ciblant particulièrement les travailleurs originaires d'Inde et de pays africains comme le Kenya.

L'Irlande continue de délivrer des permis de travail dans des domaines d'activité comme l'informatique et la finance, tandis que l'Autriche promeut sa carte Rouge-Blanc-Rouge, qui consiste en un système à points donnant la préférence aux migrants hautement qualifiés dans les métiers en manque de main d'œuvre.

Ainsi, les politiques nationales analysées dans l'étude reflètent une contradiction européenne : le marché du travail est confronté à une manque croissant de personnel, mais le débat politique continuent de présenter l'immigration comme un problème à "*résoudre*".

Récemment, la présidente de la Banque centrale européenne a fait remarquer que les travailleurs nés à l'étranger ne représentent que 9 % de la main-d'œuvre de l'UE, mais qu'ils

ont contribué à la moitié de la croissance de l'emploi depuis 2022. De nombreux secteurs en dépendent, des hôpitaux aux chantiers de construction.

Paradoxalement, en Allemagne, les responsables mettent en garde contre une pénurie de main-d'œuvre imminente, alors que les demandeurs d'asile sont confrontés à de nouvelles restrictions.

Au Royaume-Uni, le gouvernement travailliste s'est engagé à durcir les règles relatives aux salaires pour l'obtention d'un visa, malgré les avertissements des employeurs selon lesquels une baisse du recrutement à l'étranger paralysera les secteurs de la santé, la construction et l'hôtellerie ou encore de l'agriculture.

En effet, l'étude met en garde contre les risques économiques liés à cette approche. En limitant l'accès des migrants à l'emploi, les gouvernements risquent d'aggraver la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs et industries clés.

L'étude souligne également que les revenus minimums requis et les tests d'aptitude professionnelle réduisent la flexibilité. Les obstacles à l'embauche d'un travailleur étranger ralentissent la réactivité des acteurs économiques. À long terme, ces restrictions menacent la croissance, nuisent à la compétitivité et aggravent les problèmes liés au vieillissement de la population.

Les employeurs peuvent en tirer profit à court terme lorsque les migrants sont liés par des contrats, mais l'économie dans son ensemble perd la mobilité et le dynamisme qu'apporte une main-d'œuvre flexible.

L'étude conclut que l'Europe est passée d'un contrôle de l'immigration principalement aux frontières à une gestion de celle-ci à travers les conditions d'accès à l'emploi, soit une nouvelle forme de protectionnisme.

Sur le plan politique, ces mesures offrent une "*victoire facile*". Les gouvernements peuvent affirmer qu'ils protègent les travailleurs locaux sans susciter l'opposition des entreprises, dont certaines apprécient même la stabilité que représentent les contrats passés avec des travailleurs étrangers. Mais les migrants sont confrontés à une réduction de leurs droits, à une liberté limitée et à un pouvoir de négociation affaibli.

En résumé, le débat sur l'immigration en Europe ne porte plus uniquement sur le franchissement des frontières. Il porte de plus en plus sur le type de travail que les migrants sont autorisés à exercer une fois arrivés, et dans quelles conditions.

La voie commune empruntée par l'Autriche, l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni souligne cette évolution. Les États ont recours à des règles en matière d'emploi pour gérer les migrations d'une manière moins visible, mais tout aussi efficace que les contrôles aux frontières.

Si l'Europe ressemble à une forteresse, il s'agit de plus en plus d'une forteresse qui comporte de nombreuses portes d'accès, et les règles qui régissent ces portes sont en train d'être discrètement réécrites.

<https://www.infomigrants.net/fr/post/66760/lacces-au-marche-du-travail-lautre-facon-de-limiter-limmigration>
<https://comparativemigrationstudies.springeropen.com/articles/10.1186/s40878-025-00433-3#Sec4>

L'UE ET L'ESPAGNE, ACCUSEES D'AVOIR EXTERNALISE LA GESTION DES MIGRATIONS AVEC LA MAURITANIE

Human Rights Watch documente les violations des droits humains à l'encontre des personnes migrantes en Mauritanie. Dans son rapport publié hier mercredi 27 août 2025, intitulé « *Ils m'ont accusé d'avoir tenté de me rendre en Europe* », l'organisation internationale documente les abus liés au contrôle des migrations entre 2020 et 2025 : police, garde-côtes, gendarmerie et armée mauritaniennes, tous sont accusés d'abus et la liste des violations est tout aussi longue. L'auteur du rapport Human Rights Watch (HRW) sur les personnes migrantes en Mauritanie, intitulé *Des années d'abus liés aux contrôles des migrations*, dénonce la complicité silencieuse de l'UE et de l'Espagne .

« Ils ont financé et équipé les forces de sécurité mauritanienne qui sont auteurs de certains abus à l'encontre des migrants. Dans notre rapport, on a aussi souligné le rôle de la politique de l'externalisation de l'Union européen et de l'Espagne parce que, depuis des années, ils continuent à financer et équiper les forces mauritaniennes (« malgré les violations des droits humains commises dans ce pays »), pour renforcer le contrôle des frontières et de l'émigration... L'Union européenne a financé la police mauritanienne, les garde-côtes mauritaniens ; l'Espagne aussi, de manière bilatérale, a financé et appuyé les forces de sécurité (mauritaniennes) pour renforcer leur contrôle des frontières. Et le problème, c'est qu'on finance ces forces de sécurité mais, qu'après, il n'y a pas assez de suivi pour assurer que les droits des personnes affectées, des migrants qui sont interceptés, arrêtés, détenus, pour s'assurer que leurs droits soient respectés. »

Pour l'organisation, cette violence à l'égard des migrants a été « exacerbée » par l'Union européenne et l'Espagne. L'année dernière, la Mauritanie a signé un partenariat avec l'UE en échange d'un financement de 210 millions d'euros pour réduire la migration irrégulière. Quant à l'Espagne, elle a aussi renforcé son soutien bilatéral et maintenu le déploiement de la garde civile espagnole dans le pays. Parmi les arrestations documentées dans le rapport, certaines ont eu lieu en présence de ces forces espagnoles...

En raison de ces financements et de leur silence face à la répression, sans garantie adéquate en matière de droits humains, l'organisation de défense des droits de l'homme considère que « l'UE et l'Espagne partagent la responsabilité des abus commis en Mauritanie ».

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250828-migrations-l-ue-et-l-espagne-accus%C3%A9es-d-avoir-externalis%C3%A9-la-gestion-des-migrations-avec-la-mauritanie>

https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2025/08/mauritania0825fr%20web.pdf

L'UE ENREGISTRE UNE CHUTE DES DEMANDES D'ASILE, UN PHENOMENE LIE AU CHANGEMENT DE REGIME EN SYRIE

Le sujet de l'asile est souvent instrumentalisé en Europe, mais les chiffres révèlent une réalité différente. Les demandes d'asile enregistrées dans les pays de l'UE, la Norvège et la Suisse au premier semestre 2025 ont reculé de 23 % par rapport à la même période l'an dernier, a annoncé lundi 8 septembre 2025 l'Agence de l'UE pour l'asile. Au cours du début d'année, « le paysage européen en matière d'asile a connu des bouleversements importants », note l'agence. Cette réduction drastique ne « s'explique quasiment pas par les changements

politiques intervenus dans l'UE », sous forte pression pour durcir sa politique migratoire, relève-t-elle dans un rapport.

La raison principale de ce recul est politique : le renversement de Bachar El-Assad en Syrie. Conséquence immédiate de la fuite du dictateur en décembre 2024 : les demandes d'asile déposées par des Syriens ont diminué de deux tiers. Il faut rappeler que, depuis une décennie, les syriens constituaient la première nationalité parmi les demandeurs d'asile en Europe. Autre conséquence : l'Allemagne n'est plus le premier pays de l'Union européenne à accueillir les Syriens. C'est désormais la France qui arrive en tête, avec 78 000 dossiers déposés, devant l'Espagne.

Les demandes proviennent désormais majoritairement du Vénézuéla : environ 49 000 Vénézuéliens cherchent l'asile dans les 27 pays de l'UE. Selon les experts, les mesures anti-migrants mises en place aux États-Unis auraient poussé ces populations à traverser l'Atlantique, plutôt que de tenter de gagner le sol américain.

Les auteurs du rapport soulignent que cette chute des demandes d'asile n'a quasiment aucun lien avec la politique migratoire européenne, malgré les efforts de l'extrême droite pour durcir les règles d'entrée dans l'UE.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20250909-l-ue-enregistre-une-chute-des-demandes-d-asile-un-ph%C3%A9nom%C3%A8ne-li%C3%A9-au-changement-de-r%C3%A9gime-en-syrie>

ALLEMAGNE

46 réfugiés afghans arrivent en plein durcissement de la politique d'accueil

Ils attendaient depuis des mois au Pakistan de pouvoir enfin gagner l'Allemagne après l'assurance donnée par Berlin de les accueillir. L'ancien gouvernement avait lancé un programme d'accueil pour 45 000 Afghans qui avaient travaillé pour l'Allemagne et qui sont menacés par le régime taliban. Mais ce programme a été suspendu au printemps. L'actuelle coalition au pouvoir à Berlin s'est engagée à y mettre fin « *dans la mesure du possible* ». Le gouvernement mène une politique migratoire plus dure.

Les 46 personnes arrivées ce lundi 1er septembre 2025 à Hanovre – soit dix familles – ont dû saisir la justice allemande qui a imposé à Berlin de les accueillir. De nombreuses procédures judiciaires sont encore ouvertes. Plus de 2 000 Afghans au Pakistan attendent d'être accueillis en Allemagne. Islamabad perd patience face à l'attente, ayant notamment expulsé environ 200 de ces personnes vers leur pays d'origine. Berlin dit travailler à leur retour. Face à cette situation précaire, l'Allemagne avait annoncé la semaine dernière qu'elle accepterait finalement d'accueillir certains de ces candidats à l'asile.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20250901-allemande-de-dizaines-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-afghans-arrivent-en-plein-durcissement-de-la-politique-d-accueil>

L'été 2015, un tournant dans la politique migratoire allemande

L'année 2015 est considérée comme un tournant pour la politique migratoire et d'asile de l'Union européenne, en particulier en Allemagne. Alors que des centaines de milliers de personnes en quête d'une protection arrivaient dans le pays, une série d'événements et de décisions politiques allaient redéfinir durablement la société allemande et sa position sur la

migration.

Il y a dix ans, l'Europe et l'Allemagne vivaient ce qui sera appelé "*l'été des réfugiés*".

L'année 2015

18-19 avril : catastrophe au large de la Sicile

Un chalutier transportant des centaines de migrants fait naufrage en mer Méditerranée entre la Libye et la Sicile. Près de 800 personnes meurent. Seules une trentaine de personnes survivent. Cette tragédie, l'une des pires survenues en mer Méditerranée depuis des décennies, choque l'Europe et incite l'UE à renforcer sa présence navale au large de la Libye.

15 juillet : L'étudiante palestinienne le faux pas d'Angela Merkel

Lors d'un échange dans une école dans la ville allemande de Rostock, l'étudiante palestinienne décrit à Angela Merkel, la chancelière de l'époque, le statut de résidence précaire de sa famille vivant en Allemagne. Angela Merkel répond que l'Allemagne n'est pas en mesure d'accueillir tout le monde, puis reconforte maladroitement l'adolescente en larmes. Les critiques l'accusent d'être insensible.

25 août : suspension des règles de Dublin pour les Syriens

L'Allemagne annonce que les Syriens ne seront plus renvoyés vers le pays par lequel ils sont arrivés sur le sol de l'UE, comme le prévoit le règlement de Dublin. Leurs demandes d'asile seront désormais traitées en Allemagne.

26 août : Heidenau et Parndorf

À Heidenau, dans la région de Saxe, dans l'est de l'Allemagne, des extrémistes de droite attaquent un centre d'accueil pour réfugiés. Angela Merkel se rend sur place et est chahutée par des manifestants. Le même jour, la police autrichienne découvre 71 migrants morts par asphyxie dans un camion frigorifique sur l'autoroute A4 près de Parndorf.

31 août : "Wir schaffen das"

Lors de sa conférence de presse estivale à Berlin, Angela Merkel commente l'afflux de réfugiés sur le sol allemand et prononce la phrase qui définira son mandat de chancelière : "*Wir schaffen das*", que l'on peut traduire par "*Nous allons y arriver*".

2 septembre : Alan Kurdi

La photo d'un enfant de trois ans mort noyé et dont le corps git sur une plage turque fait le tour du monde. Elle devient le symbole de la crise des réfugiés et intensifie le débat sur la responsabilité de l'Europe.

3 septembre : Viktor Orban critique la politique d'accueil allemande

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban dénonce la politique migratoire allemande. Dans une tribune publiée dans le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Viktor Orban avertit que l'afflux de réfugiés pourrait avoir "*des conséquences explosives pour toute l'Europe*". Il qualifie l'approche de l'UE de "*folie*" et impute la crise à une "*politique d'immigration qui s'égare*".

4-5 septembre : l'accueil des trains de migrants

L'Allemagne et l'Autriche acceptent d'accueillir des milliers de personnes bloquées en Hongrie. Lorsque les premiers trains arrivent à la gare centrale de Munich, des

bénévoles attendent les passagers sur les quais avec de la nourriture, de l'eau, des jouets et des applaudissements. Beaucoup décrivent l'atmosphère comme euphorique et une expression puissante de la "*Willkommenskultur*", la culture d'accueil de l'Allemagne, à ce moment-là. Des chefs religieux, dont le cardinal Reinhard Marx et l'évêque Heinrich Bedford-Strohm, font partie de ceux qui accueillent personnellement les nouveaux arrivants.

6 septembre : appel du pape François

Le pape François exhorte toutes les paroisses, monastères et institutions religieuses d'Europe à accueillir une famille de réfugiés en guise de "geste concret de charité".

13 septembre : retour des frontières

L'Allemagne rétablit les contrôles à la frontière autrichienne. Le principe de libre circulation de Schengen est suspendu, laissant présager des restrictions à plus long terme.

22 septembre : décision de l'UE sur la répartition des demandeurs d'asile

L'UE accepte de répartir 120 000 demandeurs d'asile provenant d'Italie et de Grèce entre les États membres de l'UE. Dans la pratique, seuls 33 000 d'entre eux sont relogés dans un autre pays.

27 septembre : Joachim Gauck prône un retour au réalisme

Le président allemand déclare : "*Nous voulons aider. Nous avons un grand cœur. Mais nos moyens sont limités*". Ses propos reflètent une tension croissante au sein de la société allemande, qui tangue entre la "*Willkommenskultur*" et l'inquiétude grandissante de la population concernant l'intégration, le logement, la sécurité et les services sociaux.

9 octobre : premier vol de transfert au sein de l'UE

À Rome, 20 Érythréens montent à bord d'un avion à destination de la Suède. Il s'agit du premier vol de transfert dans le cadre du programme de l'UE, mais le nombre de ces transferts reste faible.

15 octobre : durcissement de la loi sur l'asile

La loi allemande sur l'accélération des procédures d'asile entre en vigueur. Elle vise à alléger la pression qui pèse sur un système d'asile saturé. L'Albanie, le Kosovo et le Monténégro sont classés comme "*pays d'origine sûrs*", ce qui signifie que les demandeurs d'asile provenant de ces États ont peu de chances d'obtenir une protection en Allemagne et peuvent être renvoyés plus rapidement vers leur pays d'origine. La loi remplace également les prestations en espèces par des bons ou une aide en nature dans de nombreux centres d'accueil dans le but de réduire les "facteurs d'attractivité".

29 novembre : coopération UE-Turquie

L'UE et la Turquie parviennent à un accord sur une coopération plus étroite afin de réduire les passages irréguliers vers la Grèce. Ankara s'engage à renforcer les contrôles aux frontières et à reprendre les migrants qui entrent illégalement dans l'UE, en échange d'une aide de 3 milliards d'euros, des avancées vers les exemptions de visas et la réouverture des négociations d'adhésion à l'UE.

Cet accord jette les bases de la déclaration UE-Turquie de mars 2016, devenue la pièce maîtresse de la stratégie européenne visant à freiner les arrivées par la route de la Méditerranée orientale. Si l'accord a permis de réduire considérablement les traversées en bateau vers les îles grecques, il a également bloqué des dizaines de milliers de personnes en Grèce et rendu l'UE plus dépendante envers la Turquie, une relation que les critiques qualifient à la fois de fragile et de transactionnelle.

7 décembre : les chiffres du BAMF

L'Office fédéral des migrations et des réfugiés publie les chiffres suivants dans son rapport migratoire pour 2015 :

- 965 000 inscriptions dans le système EASY ,système informatique utilisé pour l'enregistrement initial et la répartition des demandeurs d'asile à travers le territoire allemand. Comme EASY n'enregistre pas les données personnelles, ce chiffre avait été gonflé par des doublons et des voyages ultérieurs. Après correction, le nombre réel d'arrivées était d'environ 890 000.
- 476 649 demandes d'asile en 2015 (+135 % par rapport à 2014).
- 355 000 demandes en phase de traitement.

11 décembre : le mot de l'année

La Société pour la langue allemande désigne "*Flüchtlinge*" (réfugiés) comme mot de l'année en Allemagne.

25-26 décembre : les incendies criminels pendant les fêtes de Noël

Un centre d'accueil pour réfugiés en construction est incendié à Schwäbisch Gmünd, dans le sud du Bade-Wurtemberg, tout comme deux maisons appartenant à des familles immigrées à Wallerstein, en Bavière. Ces attaques font partie des 850 attaques perpétrées contre des centres d'accueil pour réfugiés en 2015, soit quatre fois plus qu'en 2014. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie a enregistré à elle seule 187 cas, soit six fois plus que l'année précédente. Les autorités mettent en garde contre la radicalisation croissante et la banalisation de la violence xénophobe.

31 décembre / 1er janvier : réveillon du nouvel an à Cologne

Des agressions sexuelles et des vols près de la gare centrale de Cologne, largement imputés à des hommes d'origine nord-africaine, font la Une des journaux. Cet événement alimente les appels à accélérer les expulsions et à durcir les lois sur l'asile, renforçant ainsi les discours de l'extrême droite.

L'héritage de 2015

"*L'été des réfugiés*" laisse derrière lui un double héritage. D'un côté, des centaines de milliers de bénévoles, d'églises et d'ONG se sont mobilisés dans toute l'Allemagne, créant une vague de solidarité sans précédent, symbolisée par les foules en liesse à la gare centrale de Munich. Malgré le recul sensible de la culture de bienvenue, un récent sondage montrait que 98% des réfugiés arrivés entre 2013 et 2019 veulent obtenir la nationalité allemande.

Mais 2015 a également fait ressurgir les tendances les plus sombres de la société : comme mentionnée précédemment, la police criminelle allemande a enregistré plus de 850 attaques contre des centres d'accueil de réfugiés, ainsi que des incidents quotidiens de violence xénophobe.

Et maintenant en 2025

Dix ans plus tard, le mot d'ordre "Wir schaffen das" de la chancelière Angela Merkel est devenu à la fois un cri de ralliement et un marqueur de rejet. Alors que de nombreux réfugiés se sont progressivement installés, ont trouvé du travail et ont intégré les écoles et les programmes de formation, certains considèrent que cette politique d'ouverture a alimenté la montée rapide du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD).

Fondé en 2013 en tant que parti eurosceptique, il recueillait entre 6 et 10 % des

intentions de vote fin 2015, en profitant du ressentiment à l'égard des immigrés. Aujourd'hui, le parti est la deuxième force politique du pays. D'autres mouvements d'extrême droite comme le mouvement islamophobe Pegida ont mobilisé des dizaines de milliers de personnes dans les rues.

Dix ans plus tard, l'héritage de 2015 reste un sujet de discussion qui divise. Il a remodelé la législation allemande sur l'asile, donné lieu à des accords comme celui conclu entre l'UE et la Turquie et a fait de la migration une ligne de fracture politique déterminante, même au-delà des frontières allemandes.

ALLEMAGNE- PAKISTAN

Au Pakistan, des centaines d'Afghans attendent toujours leur évacuation vers l'Allemagne

Des dizaines d'ONG appellent le gouvernement allemand à venir en aide à des centaines de demandeurs d'asile afghans bloqués au Pakistan alors qu'ils ont reçu la promesse d'être accueillis en Allemagne. L'urgence est d'autant plus grande qu'Islamabad mène une vaste opération d'expulsions vers l'Afghanistan.

Parmi les signataires de l'appel au gouvernement se trouvent Amnesty International, Caritas, Reporters sans frontières, Medico International et d'autres groupes de défense des droits de l'homme et de soutien aux migrants. La lettre est adressée au ministre allemand des Affaires étrangères et au ministre de l'Intérieur. Cette initiative, lancée par l'Association allemande des avocats (DAV), fait suite à l'augmentation spectaculaire du nombre de demandeurs d'asile afghans expulsés du Pakistan vers l'Afghanistan ces derniers mois.

De nombreux Afghans à qui Berlin a promis une protection en Allemagne sont plongés dans l'incertitude et attendant le déblocage de leur dossiers. La plupart de ces personnes ont été employées par l'armée allemande, stationnée au sein d'une coalition internationale pendant 20 ans en Afghanistan. Avec le retour au pouvoir des talibans en août 2021, ils risquent d'être considérés comme des traîtres par les fondamentalistes islamistes.

Dans leur lettre, les ONG exigent une accélération du processus de vérification des antécédents des demandeurs d'asile concernés, tout comme d'autres évaluations d'ordre sécuritaire. En effet, ce n'est qu'une fois ces vérifications réalisées, que les demandeurs peuvent obtenir leur visa pour l'Allemagne. D'autres Afghans ont déjà obtenu leurs documents de voyage, mais attendent toujours d'être évacués par les autorités allemandes.

L'Allemagne doit coordonner plus étroitement ses actions avec le Pakistan, ses partenaires internationaux et les groupes de la société civile "*afin d'empêcher les expulsions et les détentions*", indique la lettre. Près de 450 Afghans sur les listes d'attente allemandes ont ainsi été placés dans ces centres de détention pakistanais en vue d'une expulsion. Aux dernières nouvelles, 245 d'entre eux ont pu être libérés suite aux efforts de médiation du gouvernement allemand.

"L'Allemagne a une responsabilité particulière envers les personnes qui nous ont fait confiance et dont l'engagement en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit les a désormais rendues vulnérables en Afghanistan", poursuit la lettre. Les signataires observent également que "*les autorités pakistanaises ont déjà commencé à détenir des ressortissants afghans qui ont obtenu l'asile en Allemagne, y compris des enfants, et même à les renvoyer en Afghanistan*". De l'aveu même des autorités allemandes, le Pakistan a déjà expulsé au moins 210 Afghans qui devaient être accueillis en Allemagne.

Plusieurs groupes de défense des droits humains viennent de lancer une action en justice contre les ministres allemand des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Ces pressions semblent toutefois obtenir peu d'écho auprès du ministre allemand de l'Intérieur. Au contraire, ce dernier souhaite mettre en place un processus de vérification plus approfondi, et donc vraisemblablement plus long. Il a déclaré qu'il n'était "*pas prêt à renoncer aux procédures d'admission habituelles [...] et aux contrôles de sécurité*". "*Je m'en occuperai, mais je le ferai uniquement d'une manière qui garantisse une sécurité maximale, afin que nous sachions qui arrive (en Allemagne), pourquoi et si leur admission est justifiée. Et si elle ne l'est pas, je ne soutiendrai pas leur admission*".

Plus largement, le nouveau gouvernement de coalition formé par les conservateurs et les socio-démocrates s'est engagé à mettre fin "*dans la mesure du possible*" à tous les programmes d'admission humanitaire en Allemagne. Au-delà du personnel local engagé par l'armée et les institutions allemandes, ces programmes d'accueil concernent aussi des militants des droits de l'homme, des personnes LGBTQ+ et des journalistes ainsi que leurs familles.

À l'heure actuelle, quelque 2 300 Afghans sont ainsi bloqués au Pakistan et attendent d'être transférés vers l'Allemagne. Environ 70 % d'entre eux seraient des femmes et des enfants. La promesse qui leur a été faite par le précédent gouvernement est considérée comme juridiquement contraignante.

BULGARIE

La police intercepte deux transferts de migrants près de la mer Noire

La police des frontières bulgare a intercepté deux véhicules distincts transportant 48 migrants afghans dans le village balnéaire de Lozenets, les 23 et 24 août 2025. Samedi 23 août au soir, la police a tenté d'intercepter une camionnette immatriculée dans la ville de Roussé au poste de contrôle routier de Lozenets, à environ 60 kilomètres de la frontière turque.

Le conducteur, un ressortissant géorgien de 21 ans, a ignoré les signaux de la police, a perdu le contrôle de son véhicule et est entré en collision avec deux voitures en stationnement avant d'abandonner le véhicule et de prendre la fuite. Il a ensuite été arrêté alors qu'il tentait de quitter la zone en taxi. À l'intérieur de la camionnette, la police a découvert 24 ressortissants afghans, « *la plupart déshydratés et inconscients* ». Les secours ont examiné et soigné les migrants avant de les transférer vers le principal centre d'asile de Bulgarie. Plus tôt dans la soirée, la police aux frontières avait également intercepté une deuxième voiture soupçonnée d'avoir servi de véhicule pilote à la camionnette. Son conducteur a été placé en garde à vue. Moins de 24 heures plus tard, la police a intercepté un autre véhicule près de Lozenets. Le conducteur était de nationalité bulgare et le véhicule transportait à nouveau 24 migrants afghans. Contrairement à la nuit précédente, aucun cas d'inconscience ou de détresse médicale n'a été signalé chez ces migrants.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

CROATIE

Un camionneur bulgare arrêté en Croatie, les réfugiés s'enfuient en Slovénie

Une patrouille de police a intercepté, le 7 septembre 2025, un camion portant les marques nationales bulgares, conduit par un homme de 35 ans, près de Delnice, dans le Gorski Kotar (ouest de la Croatie). Lors de l'inspection de la zone de chargement, la présence d'inconnus a été constatée, ce qui a motivé l'arrestation immédiate du conducteur.

L'enquête a confirmé les soupçons selon lesquels le Bulgare transportait plusieurs ressortissants étrangers à bord du camion. Il a été établi qu'immédiatement avant l'interception du véhicule, ils en étaient sortis et avaient traversé la route forestière pour pénétrer en Slovaquie. Le suspect a avoué qu'il devait transporter des étrangers vers l'Europe occidentale contre une somme d'argent convenue à l'avance. Certains exilés ont été arrêtés par la police croate et slovaque et attendent leur procès conformément à la loi sur la protection internationale et temporaire et à la loi sur les étrangers.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-infos>

ESPAGNE

"L'EXCEPTION ESPAGNOLE", ENTRE IMMIGRATION DE TRAVAIL FAVORISEE ET EXTERNALISATION DES CONTROLES AUX FRONTIERES

Longtemps terre d'émigration, l'Espagne est devenue depuis les années 1990 l'un des principaux pays d'accueil de l'immigration au sein de l'Union européenne (UE). Un rapport pour le think tank Terre Nova, publié le 26 août 2025, a étudié l'"exception espagnole", le pays étant l'un des rares dans l'espace européen à avoir adopté une politique migratoire d'ouverture qui s'est notamment traduite par des campagnes de régularisation de personnes étrangères. En 2025, près de 19 % de la population résidant en Espagne est immigrée.

Co-autrice du rapport, une chercheuse en droit européen, spécialiste des questions d'asile et droits fondamentaux, revient sur les points forts de cette politique d'ouverture, les manquements persistants du modèle mais aussi sur le volet sécuritaire imposé par l'UE, qui a conduit à une externalisation des frontières.

Quels sont les résultats de la politique d'ouverture sur la question migratoire du gouvernement espagnol ?

On peut déjà observer les effets sur le PIB : tous les six mois, les chiffres augmentent, ce qui n'est pas le cas des autres pays européens. L'immigration est indéniablement l'un des facteurs de cette augmentation, même si ce n'est pas le seul.

En 2024, le produit intérieur brut de l'Espagne a atteint 3,2%, soit l'un des plus hauts taux de croissance de l'UE. Début 2025, l'Espagne était le seul pays européen à voir son PIB croître.

L'objectif pour le gouvernement espagnol est clair : il s'agit d'une immigration économique, basée sur l'inclusion par l'emploi, destinée à augmenter la force de travail, avec tous les aspects négatifs que cela peut inclure tel qu'une inadéquation entre les qualifications et les postes occupés par les personnes étrangères. Beaucoup d'étrangers en Espagne travaillent dans le tourisme ou bien dans le secteur agricole avec des contrats saisonniers et malléables.

Dans certains secteurs, l'apport des travailleurs étrangers à l'économie du pays représente près de 50% de la main-d'œuvre.

Au niveau démographique, le pays subissait une fuite de la natalité qui aurait perduré en l'absence d'immigration. L'apport migratoire a donc eu un effet positif sur la démographie espagnole en fournissant plus de main-d'œuvre ainsi qu'une population généralement plus jeune. Le gouvernement a l'objectif de régulariser sur trois ans 900 000

étrangers travaillant en Espagne, à raison de 300 000 sans-papiers par an à partir de 2025. C'est assez intéressant car on ignore d'ailleurs s'il y a autant d'étrangers dans le pays !

Quelle est la perception de la population espagnole à l'encontre des migrants et comment celle-ci s'explique-t-elle ?

La façon dont parle le gouvernement espagnol des étrangers, le vocabulaire qu'il utilise, sont totalement différents de ce que l'on a l'habitude d'entendre en France et en Europe. Quand les discours politiques des gouvernants sont ouverts et défendent l'immigration, il y a un impact évident sur la perception par la population. Je pense à la sortie de la ministre de la Politique territoriale, qui avait parlé de l'importance d'accueillir les mineurs en Espagne, notamment dans les îles Canaries, évoquant un "*devoir envers ces enfants*". C'est une approche très différente de la façon dont on aborde la question des mineurs non accompagnés en France.

L'opinion publique espagnole a totalement conscience qu'il y a un besoin crucial de ces forces de travail que représentent les travailleurs étrangers. Il faut rappeler que la plus importante régularisation [600 000 sans-papiers avaient été régularisés en 2005] était le résultat d'une initiative populaire issue d'un mouvement citoyen. Contrairement aux idées reçues, les vagues de régularisation successives n'ont pas créé d'arrivées massives de migrants, ni d'"*appel d'air*" et vingt ans plus tard, cela n'a pas changé.

Les syndicats et les organisations patronales sont aussi très impliqués et investis dans ces démarches. Bien sûr dans les grandes villes, il y a toujours des problématiques d'hébergement qui persistent et l'intégration est plus complexe. Mais on voit aussi qu'en dehors des grands centres urbains, le système d'intégration est meilleur avec parfois des entreprises qui viennent directement dans les centres d'accueil pour embaucher des personnes étrangères.

Enfin, les médias, même s'ils jouent un rôle ambivalent en véhiculant parfois aussi des stéréotypes sur ces migrants, réussissent à proposer des approches différentes sur la question migratoire. Cela participe à construire une vision plus "positive" de l'immigration.

Vous pointez dans le rapport d'importants manquements (accès aux droits inégal, procédures complexes, accent mis sur les visas travail, tensions aux Canaries et dans les enclaves de Ceuta et Melilla). Comment cela affecte-t-il les immigrés et peut-il participer à polariser la société espagnole ?

Comme les autres pays de l'espace Schengen, l'Espagne s'est alignée sur la politique européenne de visa, calquant sa gestion de l'asile sur celle de l'UE. Alors que l'immigration par le travail est encouragée par le gouvernement et que l'État est totalement libre de définir son immigration économique, en revanche, l'approche concernant l'asile est beaucoup moins ouverte en Espagne.

Le taux de protection dans le pays n'était que de 19,8% en 2024 (contre environ 39% en France). Les demandeurs d'asile sont fréquemment redirigés vers des titres humanitaires temporaires ou vers le système de régularisation par le travail. Il y a un jeu européen pour inciter l'Espagne à se comporter ainsi. On remarque que là où l'Espagne est libre, elle fait "bien", et là où l'Espagne fait en commun, elle fait "mal", voire pire.

Le Défenseur des droits espagnol a révélé en 2022 que les places d'hébergement des demandeurs d'asile étaient insuffisantes en Espagne. De nombreuses personnes se retrouvent ainsi à la rue, sans solution d'hébergement. Ces procédures d'asile européennes sont vivement critiquées par les ONG et associations de défense des droits de l'Homme qui dénoncent leur lenteur et leur complexité.

Il y a des enjeux stratégiques et politiques spécifiques aux enclaves de Ceuta et Melilla [qui font face à une hausse des arrivées de migrants]. Les investissements sont

insuffisants pour répondre aux demandes des exilés et bien les traiter. On constate aussi qu'il y a des transferts de migrants entre ces enclaves et le continent espagnol mais qu'ils s'opèrent de manière très opaque.

L'Espagne a adopté en 2015 un dispositif législatif de refoulement immédiat aux frontières en cas d'entrée en situation irrégulière dans les enclaves de Ceuta et Melilla.

Aux Canaries aussi la question est complexe puisque l'île est confrontée à un problème d'accueil et se retrouve saturée. Il faut cependant relativiser les arrivées : durant l'année 2024, il y a eu près de 47 000 arrivées aux Canaries ensuite réparties entre les différentes communes espagnoles.

Les émeutes anti-migrants qui ont éclaté en Juillet 2025 près de Murcie (*sud de l'Espagne*) font partie des épisodes de crispation qu'il y a pu avoir dans plusieurs pays européens dernièrement. Il y a effectivement une montée du parti d'extrême-droite en Espagne [*le parti Vox est désormais la troisième force politique du pays*]. Mais en réalité ses thématiques récurrentes sont surtout liées à des problématiques régionalistes, comme la question de la Catalogne. Pour ce parti populiste, détester les migrants revêt avant tout un intérêt politique. Et les Espagnols en sont bien conscients.

Comment l'Espagne concilie une politique migratoire d'ouverture sur son territoire, motivée par des intérêts économiques, avec des exigences strictes de contrôle aux frontières de la part de l'UE, notamment en nouant des accords de coopération sécuritaires avec les pays de transit et départ ?

L'Espagne adopte un double discours. Le gouvernement espagnol a ainsi soutenu le pacte européen sur la migration et l'asile, qui prévoit de traiter une partie des demandes d'asile aux frontières extérieures de l'UE notamment. L'Espagne se montre très avant-gardiste sur la question de l'externalisation des frontières, avec l'adoption de manœuvres pour lutter contre les départs et repousser les exilés aux frontières de l'UE. Elle a ainsi opéré des rapprochements avec plusieurs pays à travers des accords de coopérations. C'est le cas avec le Maroc qui est un vrai partenaire économique, mais également avec la Mauritanie et le Sénégal sur le volet sécuritaire de la migration

Il y a une volonté des pays européens de contrôler totalement les arrivées sur leur territoire car derrière il y a l'UE qui souhaite contrôler l'espace Schengen et assurer la libre-circulation en interne. Depuis quelques années, les Etats réintroduisent donc des contrôles aux frontières internes, justifiant cela par l'importance de contrôler l'immigration. La pression se ressent donc aussi sur les frontières extérieures. Il y a eu une crispation, accentuée par les attentats et les arrivées massives de ressortissants syriens ces dix dernières années. Les États européens se cachent derrière des contrôles de sécurité absolus pour essayer de contrôler chaque personne, avec l'enregistrement d'informations dans des bases de données, etc... Tout comme les autres États membres de l'UE, l'Espagne joue à 100% ce jeu.

Sept migrants retrouvés morts sur des plages du sud de l'Espagne

Six corps de migrants ont été découverts mercredi 3 septembre 2025 à l'aube sur la plage de Los Muertos, à Carboneras, dans le sud de l'Espagne. On ignore le nombre de personnes à bord du bateau, mais 26 migrants ont été secourus. La police n'exclut pas de retrouver d'autres corps au cours des prochaines heures.

Un autre exilé décédé a été retrouvé à une cinquantaine de kilomètres, sur la plage de Las Salinas, à Cabo de Gata. Le bateau avait à son bord 38 personnes, dont le migrant mort retrouvé près de la plage. D'après les autorités, ces migrants avaient pris la mer

depuis l'Algérie.

Les naufrages ont eu lieu dans la nuit, mais les corps sont apparus au petit matin dans les eaux de ces deux plages, ont précisé les autorités espagnoles.

La route algérienne – qui comprend les arrivées aux Baléares et sur la côte sud-est de l'Espagne -, de la Méditerranée occidentale connaît un fort regain, mais aussi une augmentation des décès et disparitions. *"Les dangers de cette traversée [vers les Baléares] sont aussi plus importants [que les traversées vers le sud-est de l'Espagne] en raison des distances plus longues, mais aussi parce qu'il existe un risque élevé de perdre le cap et de se retrouver dans les zones les plus hostiles de la mer Méditerranée"*, estime l'ONG Caminando Fronteras.

Un important réseau a été démantelé

Un important réseau qui organisait des traversées clandestines depuis l'Algérie vers l'Espagne a été démantelé mi-juin 2025, par la Garde civile, a annoncé la police espagnole mercredi 27 août 2025. L'agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) a également collaboré à cette mission ainsi que les forces de police européennes, notamment la gendarmerie française et celle italienne.

Cette opération surnommée "Nautilita" avait débuté en mai dernier, lorsque la Garde civile avait découvert l'existence d'une organisation criminelle qui menait des activités spécialisées (stockage de carburant, acquisition de bateaux à grande vitesse, mise en place d'un réseau financier pouvant soutenir une organisation criminelle).

Après plusieurs mois d'enquêtes, des interventions policières se sont déroulées entre le 17 et le 19 juin, dans les villes espagnoles d'Almería, Nijar, Tabernas, Espartinas (Séville) et Alicante. Des perquisitions dans huit lieux différents (six maisons et deux locaux industriels) ont conduit à la saisie de 15 bateaux rapides (de 7.5 à 8 mètres) équipés de moteurs puissants, de matériel maritime et électronique, de moules de coques de bateaux, une centaine de bidons d'essence ainsi que de deux armes à feu. Plus de 68 000 euros en espèces ont également été trouvés sur les lieux. Au total, quatorze suspects, originaires d'Algérie et du Maroc ont été interpellés. Huit autres personnes, appartenant à cette organisation criminelle, ont aussi été mises en examen. Ils sont accusés des délits présumés d'appartenance à une organisation criminelle, de blanchiment d'argent, d'atteinte aux droits des citoyens étrangers sous la forme d'aide à l'immigration clandestine, de contrebande et de détention illégale d'armes.

Dirigé par un ressortissant marocain, ce réseau était très structuré et disposait d'importantes ressources financières et logistiques. Son fonctionnement complexe s'appuyait sur des entreprises légales comme des entreprises nautiques ou des chantiers navals spécialisés dans la fabrication de bateaux qui leur fournissaient la logistique nécessaire à leur trafic et servaient de façade à leurs activités illicites à grande échelle pour ne pas éveiller les soupçons. Les enquêteurs ont pu constater que ces entreprises étaient localisées dans plusieurs provinces d'Espagne mais également avec des ramifications en France. Les importants financements du réseau transitaient via le système du hawala (transfert d'argent, en arabe), une sorte de système financier parallèle, opaque et illégal.

Pour maximiser l'organisation, le réseau était divisé en différentes branches afin de dispatcher les rôles entre les membres. Une cellule était en charge des investissements, une autre d'acquérir les bateaux et de s'occuper des dispositifs maritimes, une suivante d'accueillir les migrants en Espagne, d'autres membres de s'occuper de l'achat de l'essence, de la nourriture

ou encore des systèmes de communication. Les autorités policières soupçonnent les passeurs d'avoir investi plus d'un million d'euros dans l'acquisition et la fabrication de bateaux à grande vitesse - appelés Go Fast - et d'équipement maritime dans le but de favoriser et organiser des traversées illégales de migrants entre l'Algérie et l'Espagne.

Les migrants devaient payer jusqu'à 7 000 euros chacun pour effectuer une traversée dangereuse entre ces deux pays, sur des bateaux artisanaux souvent surchargés et ne dépassant pas huit mètres. Une fois arrivés en Espagne, ils étaient transférés vers d'autres pays européens par le réseau.

Ce n'est pas la première opération d'envergure menée contre les réseaux de trafiquants opérant entre l'Algérie et l'Espagne. En août 2024 notamment, une opération conjointe entre la police espagnole et Europol avait déjà permis de démanteler un réseau de passeurs.

<https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/spain-dismantles-criminal-network-smuggling-migrants-algeria-to-eu>

Baléares

Sept Algériens parviennent à atteindre Ibiza par leurs propres moyens

Sept mineurs algériens ont filmé leur périple jusqu'à Ibiza après avoir volé un bateau de plaisance au port d'Alger, mercredi 3 septembre 2025. Leurs vidéos sont devenues virales en quelques heures sur les réseaux sociaux. Sur les images publiées sur leurs comptes Instagram et Tik Tok, on peut voir les sept jeunes, en tee-shirt, short de maillot de bain et sandales, tout sourire en plein milieu de la Méditerranée. L'un d'eux, allongé à l'avant du bateau, semble un peu plus faible. L'embarcation, bien qu'inadaptée à parcourir 300 km en haute mer pour rejoindre les Baléares, reste plus robuste que les petits canots utilisés par les migrants pour atteindre l'Europe. Les adolescents avaient loué le bateau quelques heures en prétextant une balade en mer, mais ont tenté la traversée de la Méditerranée. Ils avaient fait le plein d'essence et de provisions avant de quitter le port.

Lors d'un « live Tik Tok », l'un des mineurs a expliqué que le bateau était tombé en panne plusieurs fois pendant ce voyage de neuf heures. Il a également raconté qu'ils avaient réussi à atteindre Ibiza avec l'aide d'une application mobile conçue pour la navigation en mer. *"Nous avons traversé la mer en direction d'Ibiza sans capitaine expérimenté et sans aucune connaissance préalable de la navigation"*, indique l'un d'eux. En arrivant sur le sol espagnol, ces Algériens ont été pris en charge dans le centre pour mineurs d'Ibiza. Le plus jeune a seulement 15 ans et le plus âgé 17 ans.

Si cette arrivée a provoqué un tollé, c'est surtout car les images diffusées par les jeunes ne reflètent pas la réalité et la dangerosité d'une telle traversée. Cet itinéraire, moins couvert par les secours, est *"périlleux"* avait déjà prévenu en fin d'année dernière l'association espagnole Caminando Fronteras. *"Les dangers de cette traversée sont même plus importants en raison des distances plus longues, mais aussi parce qu'il existe un risque élevé de perdre le cap et de se retrouver dans les zones les plus hostiles de la mer Méditerranée"*.

"Cette route est toujours invisible, malgré le nombre de morts. Et encore, il y a beaucoup de bateaux et de personnes qu'on ne retrouve jamais. Les embarcations utilisées sur cette voie sont en fibre de verre, elles sont très fragiles et donc coulent vite : quand il y a une panne à bord, on ne peut pas dériver et tomber par hasard sur des sauveteurs. Le bateau sombre avant, avec tous les passagers", avait décrit un Algérien installé en Espagne pour défendre la cause des familles de disparus sur les routes migratoires algériennes. Lui-même a perdu son frère sur la route vers l'Espagne.

Depuis 2022, la route migratoire algérienne qui relie l'Algérie à l'Espagne se déplace de plus en plus à l'est, en direction de l'archipel des Baléares, qui représente une zone moins surveillée. Cette année, les arrivées ont explosé dans la région. Entre le 1er janvier et le 31 août, plus de 4 800 migrants, à bord de 258 canots, ont débarqué dans l'archipel, contre 2 700 l'an dernier à la même période, selon les chiffres des autorités espagnoles. Soit une hausse de 78,6%. *"Il s'agit du drame humanitaire de l'immigration clandestine arrivant dans nos îles"*, a estimé mi-août 2025 la présidente du gouvernement des îles Baléares. Face à cette augmentation considérable, elle a exigé, lors d'une conférence de presse tenue le 21 août 2025, le déploiement urgent de troupes de l'agence européenne de gardes-frontières et garde-côtes Frontex dans l'archipel. *"Nous avons examiné les données et la route entre l'Algérie et les îles Baléares est celle qui connaît la croissance la plus rapide, non seulement en Espagne mais aussi dans toute l'Europe"*, avait déclaré la dirigeante régionale, attribuant l'effet d'attraction au fait que les îles sont devenues l'épicentre européen de la migration irrégulière.

Elle a également réclamé au gouvernement espagnol d'intensifier ses relations diplomatiques avec l'Algérie pour contrôler l'arrivée des embarcations de migrants et de lutter contre les mafias qui font du trafic d'êtres humains pour s'enrichir. *"Nous ne pouvons pas permettre que des personnes continuent de jouer avec leur vie en mer. Nous devons combattre par tous les moyens les mafias qui jouent sur leur désespoir et agissent dans les pays d'origine et de transit. La politique migratoire ne peut se limiter à créer des espaces pour ceux qui arrivent"*.

Canaries

Le navire humanitaire Open Arms s'installe deux mois aux Canaries pour sensibiliser à la question migratoire

L'Open Arms est amarré depuis le 28 août 2025 au port de Santa Cruz de Tenerife avec une idée bien précise : informer et sensibiliser la population des îles Canaries à la *"réalité de la route migratoire atlantique"* qui relie les côtes ouest-africaines à l'archipel espagnol, a déclaré le fondateur de l'ONG. Pendant deux mois, les humanitaires organiseront des conférences dans les écoles des îles et des journées portes ouvertes, conformément à un accord signé avec le gouvernement des Canaries.

Lors d'une visite à bord du navire humanitaire fin août 2025, le président canarien a salué *"l'extraordinaire travail humanitaire que cette organisation accomplit depuis dix ans dans les situations les plus difficiles de la Méditerranée centrale"*. Depuis 2015, l'Open Arms patrouille régulièrement dans cette zone maritime pour porter secours à des migrants en détresse, partis des côtes libyennes ou tunisiennes. Au total, plus de **700 000 personnes ont été secourues** par l'ONG ces dernières années.

L'arrivée de l'Open Arms *"nous rappelle la nécessité d'humaniser le drame migratoire, de voir au-delà des chiffres"*, a ajouté le président qui espère que cette mission aux Canaries *"servira à continuer d'éveiller les consciences et que ce débat absurde que nous avons établi en Europe et aussi en Espagne sur l'utilisation de l'immigration comme arme politique, dans une perspective fasciste, xénophobe et populiste"*, sera remplacé par le *"bon sens"*.

La semaine dernière le leader du parti espagnol d'extrême droite Vox, a appelé à la confiscation et au naufrage de l'Open Arms. *"Ce navire négrier doit être confisqué et coulé. Pour qu'il serve d'avertissement de la fin qui attend tous les milliardaires et politiciens qui promeuvent l'invasion de l'Europe"*. *"Dire qu'un navire qui sauve des vies doit être coulé est*

du pur fascisme", a répondu le président canarien. Il a par ailleurs reçu le soutien d'Amnesty international Espagne et du Premier ministre espagnol qui a affirmé : *"Défendre l'Espagne, c'est défendre la vie. Notre soutien et notre reconnaissance vont à Open Arms et à ceux qui sauvent des vies en mer"*.

Lors de ses interventions, l'ONG aura à cœur de rappeler que *"derrière chaque personne qui fuit, il n'y a pas seulement un conflit, un territoire dévasté, mais aussi une chaîne de décisions économiques et politiques qui ont placé de nombreuses personnes dans une situation impossible"*. *"Personne ne monte à bord d'un bateau surpeuplé et fragile avec sa famille si rester à terre est le choix le plus sûr"*, en effet 3 500 enfants sont morts au cours des 10 années de travail de l'ONG en Méditerranée centrale.

La présence de l'Open Arms aux Canaries n'a pas pour but d'opérer des sauvetages de migrants dans l'Atlantique mais *"nous sommes une ONG de sauvetage en mer, s'il y a un besoin, nous agissons sur demande"*, a précisé le militant.

La plupart du temps, les canots qui tentent la route des Canaries quittent les côtes mauritaniennes, gambiennes ou sénégalaises. Leurs passagers, qui fuient la pauvreté et le chômage, embarquent clandestinement sur ces pirogues précaires, complètement inadaptées à de telles traversées. La route de l'Atlantique est *"beaucoup plus mortelle et plus difficile, plus longue et inconnue de beaucoup"* de personnes. En effet, la traversée de l'Atlantique est particulièrement dangereuse : soumises à des vents violents et de fortes vagues, les pirogues surchargées peuvent se perdre dans l'immensité de l'océan, voire même dériver à des milliers de kilomètres. Ces dernières années, plusieurs embarcations ont été retrouvées dans les Caraïbes, avec à leur bord des corps en décomposition.

Entre janvier et mai 2025, près de 1 500 exilés sont morts dans l'Atlantique en tentant de rejoindre les Canaries, selon l'association espagnole Caminando Fronteras. Et l'année 2024 a enregistré des records : près de 10 000 personnes ont péri dans ces eaux. En 2023, Caminando Fronteras avait décompté 6 618 morts ou disparus sur ces routes migratoires menant à l'Espagne. Un chiffre déjà en hausse de 177% par rapport à 2022, alors le plus haut jamais atteint depuis 2007, selon l'ONG.

Arrestation de 16 personnes accusées de meurtres à bord d'une embarcation

La police espagnole a arrêté, le mardi 2 septembre 2025, 16 passagers d'une embarcation secourue au sud des îles Canaries le 24 août 2025. Ce jour-là, 70 personnes sont mortes dans le naufrage de l'embarcation. 251 migrants ont également été secourus.

Des arrestations ont été effectuées à la lumière des témoignages des survivants. Ils affirment que le *"cayuco"* est parti avec environ 300 personnes à bord. L'embarcation avait été repérée par un navire marchand dimanche 24 août, à 429 km des îles Canaries, à l'ouest de Dakhla, au Maroc. Le Secours maritime espagnol, depuis Grande Canarie, a décidé d'envoyer un bateau pour porter secours au canot, étant donné que Rabat, qui partage la responsabilité du sauvetage dans ces eaux avec l'Espagne, avait signalé qu'il ne disposait pas des ressources nécessaires pour gérer cette urgence. Les migrants ont été déposés au port d'Arguineguin.

Les 251 survivants ont confirmé qu'ils étaient restés dans l'océan pendant 11 jours, à la dérive, après la panne de leur moteur. Dans ces circonstances plusieurs dizaines de compagnons sont morts de faim et de soif, d'autres se sont jetés à la mer après avoir montré des signes de délire dus à la déshydratation. Selon des sources judiciaires espagnoles, certains des passagers ont aussi connu des morts violentes. La police a recolté des témoignages selon lesquels des meurtres ont été commis lors de ce voyage : des passagers auraient été exécutés

intentionnellement en mer, parce qu'accusés de sorcellerie. Les personnes auraient été jetées par-dessus bord.

Selon les autorités espagnoles, 12 000 exilés sont arrivés aux Canaries depuis le début de l'année, contre 25 000 sur la même période l'année dernière (- 52%).

Ceuta

En 2025, au moins 30 migrants sont morts en tentant de rejoindre

Rien que depuis le début du mois de septembre 2025, sept corps ont été repêchés dans les eaux de Ceuta. Lors de la seule journée de mercredi 10 septembre, trois cadavres de migrants marocains ont été retrouvés au large de l'enclave espagnole.

Le premier exilé a été récupéré en milieu de matinée par le groupe spécialisé dans les activités sous-marines (GEAS) après que son corps, coincé dans les rochers, a été signalé par des habitants. Il s'agit d'un Marocain originaire de Tanger. Il était en tenue de ville et portait des palmes. Les premières indications suggèrent qu'il était mort depuis quelques heures seulement. Quelques heures plus tard, un second cadavre, encore une fois un homme vêtu de vêtements de ville et de palmes, a été retrouvé à l'est de l'enclave. Le troisième a été repêché peu de temps après, alors que les membres du GEAS rentraient au port. Et comme les deux autres, il était équipé de palmes et était décédé seulement depuis quelques heures.

Vendredi 5 septembre 2025, deux jeunes Marocains sont morts en tentant la traversée à la nage. Un membre de la famille venu à Ceuta les a identifiés. Les deux amis avaient quitté le Maroc ensemble dans l'espoir de rejoindre l'Europe. Ces décès font grimper à 30 le nombre de morts sur cette route migratoire depuis le début de l'année. *"La pire période de drames liés à l'immigration clandestine"*. Profitant du Taro, un brouillard dense et persistant typique du détroit de Gibraltar qui limite la vision des autorités, les migrants sont très nombreux à tenter la traversée en cette période de l'année.

L'année dernière, 24 exilés avaient trouvé la mort entre le Maroc et Ceuta.

Et comme chaque nuit, les autorités marocaines et espagnoles étaient présentes pour empêcher les exilés de quitter les plages africaines ou les intercepter avant qu'ils posent pied sur le territoire européen. *"Il y a plus de patrouilles et d'interceptions vers les côtes mais les personnes s'adaptent en changeant d'itinéraires. Ça ne va pas freiner le phénomène. Les vagues d'interpellation depuis le mois de mai se font de manière continue"*, ajoute un spécialiste de l'immigration basé au Maroc et consultant auprès d'organisations internationales.

Malgré cela, les ressources de l'enclave sont tout de même mises à rude épreuve. Le Centre d'accueil temporaire pour migrants (CETI), d'une capacité de 521 places, accueille actuellement plus de 800 résidents. Plus d'une centaine de personnes se retrouvent donc à camper devant les portes du bâtiment. La situation est encore plus critique concernant les mineurs. Selon les données fournies ce mercredi par le porte-parole du gouvernement de Ceuta les installations accueillent environ 560 mineurs dans un centre de seulement 132 places. *"Nous connaissons un taux de surpopulation de près de 2 000%".* La pression que subit Ceuta est bien plus forte que celle de tout autre territoire du pays". Des transferts hebdomadaires sont organisés vers la péninsule. Le dernier en date a permis le transfert de 54 hommes jeudi 4 septembre 2025. Un premier pas encore insuffisant pour désengorger l'enclave.

Traversées à la nage vers Ceuta : "les femmes qui prennent cette voie bousculent les représentations sociales"

Depuis plus d'un an, les femmes sont de plus en plus nombreuses à tenter, à l'instar des hommes, de rejoindre l'enclave espagnole de Ceuta à la nage. Comment expliquer ce phénomène ? Comment est-il perçu par la société marocaine ?

Entretien avec un spécialiste de l'immigration basé au Maroc et consultant auprès d'organisations internationales. L'an dernier, nous vous avons interrogé sur la féminisation de la migration du Maroc vers les enclaves espagnoles. Ce phénomène nouveau s'est-il confirmé ?

Oui et il s'est même amplifié. Aujourd'hui, de plus en plus de femmes, même mineures, risquent leur vie pour rejoindre à la nage l'enclave de Ceuta, à l'instar des hommes. Ces actes bousculent les représentations sociales car l'endurance et la force - nécessaires pour nager jusqu'aux rives espagnoles - sont des qualités généralement attribuées aux hommes dans la société marocaine. La femme est perçue comme dépendante du cercle familial. Dans notre société, on stigmatise les femmes en estimant qu'elles ne peuvent rien faire sans les autres. Mais en franchissant cette barrière à la nage seules, elles prouvent qu'elles sont aussi capables de le faire, au même titre que les hommes. Une femme qui prend son avenir en mains, cela choque l'opinion.

Comment expliquez-vous que les femmes sont de plus en plus nombreuses à partir vers l'Espagne ?

La précarité et l'absence de perspectives professionnelles au Maroc poussent les jeunes, que ce soient les femmes ou les hommes, à partir. Pour les femmes, cette recrudescence des tentatives s'explique principalement par la médiatisation de leur voyage. Beaucoup de personnes filment leur traversée et leur arrivée en Espagne, à l'instar de Chaimae El Grini.

À l'été 2024, Chaimae El Grini, une influenceuse marocaine de 19 ans, documente frénétiquement son exil vers l'enclave espagnole de Ceuta. Les images de sa traversée dénotent avec celles que l'on voit habituellement de migrants épuisés arrivant sur le sol espagnol. Chaimae El Grini, elle, se présente souriante et maquillée. Ses publications cumulent des milliers de vues, certaines dépassent même le million. Certains utilisateurs l'accusent d'encourager les Marocains à prendre la mer en masquant la réalité et la dureté d'un tel voyage.

Aujourd'hui encore, on continue de suivre sa vie sur son compte Tik Tok, où elle est suivie par plus d'un million de gens. Ces femmes deviennent donc naturellement des modèles à suivre pour celles restées au Maroc, qui se disent que c'est possible. Elles donnent l'impression d'avoir réussi en étalant leur vie sur leurs réseaux sociaux. Certaines évoquent bien leurs difficultés lors de la traversée et le fait qu'elles ont frôlé la mort. Mais ce que retiennent les autres, c'est qu'elles ont réussi malgré les obstacles. Cela donne envie.

On remarque également une hausse de nombre de femmes sportives qui prennent la mer vers l'Espagne...

Oui, il y a encore quelques jours on apprenait qu'une jeune joueuse de football du club de Tamuda Bay [dans le nord du Maroc] avait rejoint Ceuta avec une amie. Au Maroc, le rêve marocain passe désormais par le foot. Depuis la demi-finale contre la France lors de la dernière Coupe du monde, tout le monde veut devenir footballeur. Le Maroc est devenu une terre de foot. C'est une culture, un quotidien pour tout le monde.

En 2022 au Qatar, le Maroc s'était hissé jusqu'en demi-finale de la Coupe du monde avant d'être battu par la France. C'est la première fois qu'une sélection africaine atteint

le dernier carré d'un Mondial. Cet été, le Maroc a organisé la Coupe d'Afrique des nations (CAN) féminine et organisera en fin d'année la CAN masculine. Le pays accueillera aussi, avec l'Espagne et le Portugal, la Coupe du monde en 2030.

Mais les sportifs disent manquer de reconnaissance, d'accompagnement, d'opportunité et de rémunération. Donc les jeunes déchantent, ils ne s'attendaient pas à ça. Pour réussir, il faut du temps. Beaucoup préfèrent alors essayer en Europe, ils pensent qu'ils pourront réaliser leur rêve et passer professionnel là-bas.

On peut dire que les profils des migrants qui tentent de rejoindre l'Espagne ont profondément changé ?

Oui totalement. Aujourd'hui, le migrant irrégulier n'a pas du tout le même profil qu'il y a quelques années. Avant sur la route, on voyait surtout des personnes sortant de l'orphelinat ou des enfants de la rue. Désormais, ce sont principalement des jeunes qui travaillent, qui sont insérés dans la société marocaine. Ils ne sont pas à la marge ou hors système, mais ils ne voient pas d'avenir ici.

GRECE

Vote une loi pour accélérer les "retours forcés" des demandeurs d'asile déboutés

Malgré les critiques, le Parlement grec a adopté mercredi 3 septembre 2025 une loi, portée par le ministère des Migrations et de l'Asile, qui vise à durcir les sanctions à l'encontre des demandeurs d'asile déboutés et à accélérer les expulsions des personnes en situation irrégulière. *"Toute personne se voyant refuser l'asile et ayant enfreint la loi grecque en séjournant illégalement sur le territoire sera soumise à une détention administrative, à une surveillance électronique et à des sanctions pénales"*, a indiqué le ministre des Migrations et de l'Asile. La nouvelle législation prévoit *"des retours forcés"* pour des demandeurs d'asile déboutés au cas où ces derniers n'optent pas pour *"le retour volontaire"* dans leur pays ou un *"pays tiers sûr"*. *"Les citoyens des pays tiers soumis à des décisions de retour seront placés en détention jusqu'à leur départ"*, a prévenu le ministre des Migrations. Par ailleurs, le séjour illégal devient un délit et est passible de peine de prison de deux à cinq ans, et d'une amende de 5 000 euros.

La loi votée mercredi supprime également la possibilité pour les demandeurs d'asile déboutés d'obtenir un permis de séjour après sept ans de résidence en Grèce. Enfin, des peines d'au moins trois ans de prison sont prévues pour les étrangers soumis à des décisions de retour qui reviennent en Grèce sans papiers. *"Le message est clair. Si vous vous trouvez ici et avez droit à une protection internationale, l'asile vous sera accordé. Si votre asile est rejeté, vous avez deux choix : soit vous irez en prison, soit vous retournerez dans votre pays d'origine"*, a affirmé le ministre. Il s'est félicité du fait que la Grèce soit *"le premier pays à introduire une mesure extrêmement dissuasive"* pour les sans-papiers et à *"criminaliser de cette manière le séjour illégal"*.

Mais ce nouveau texte a été vivement critiqué par les partis de gauche, les instances internationales et les ONG. L'ensemble des partis d'opposition de gauche ont voté contre ce texte. Les socialistes du Pasok ont qualifié la loi d'« illégale », « chaotique » et « inapplicable » ; et le KKE (communiste) de « raciste et « honteuse ».

Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a estimé que certaines dispositions de la loi *"risqu[ai]ent de pénaliser les personnes ayant besoin d'une protection internationale (...) notamment les demandeurs d'asile dont les demandes n'ont pas été examinées [dans le détail] mais ont été rejetées pour irrecevabilité au motif du concept de*

'pays tiers sûr'. En effet, depuis 2021, La Grèce reconnaît comme « pays tiers sûrs » la Turquie pour les demandeurs d'asile originaires de Syrie, d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et de Somalie. En vertu de cette décision, Athènes refuse la grande majorité des demandes d'asile de ces personnes, estimant qu'elles doivent être renvoyées vers la Turquie.

La loi votée mercredi porte un nouveau tour de vis à la politique migratoire grecque et intervient deux mois après la suspension de l'examen des demandes d'asile pour une période de trois mois visant les étrangers venant des pays d'Afrique du Nord. Cette mesure, également critiquée, avait été adoptée début juillet après l'arrivée des milliers de personnes en Crète, l'une des îles les plus touristiques du pays.

Des centaines de migrants débarqués de Libye ont été placés en détention en vue de leur expulsion. Mais fin août, la justice grecque a refusé d'autoriser l'expulsion de 4 exilés soudanais, arrivés en Grèce et empêchés d'y déposer une demande d'asile. Près de 27% des exilés arrivant par cette route sont des ressortissants Soudanais, et 47% sont Égyptiens.

Rhodes

Les corps de deux migrants noyés ont été découverts sur une plage de Rhodes

Les corps de deux migrants, un homme et une jeune fille, ont été trouvés, samedi 30 août 2025, sur une plage de cette île toute proche de la Turquie. Ils faisaient partie d'un groupe de 12 migrants, partis de Turquie à bord d'un canot pneumatique et que les passeurs ont abandonné en mer, non loin de la côte de l'île grecque. Les deux corps ont été découverts sur la plage de Mavros Kavos. Les dix autres migrants ont réussi à gagner la terre ferme et trois ont été interpellés.

Par ailleurs, 38 autres migrants ont été découverts par la police dans la région de Gennadi. La plateforme de détresse Alarm phone avait identifié le 30 août 2025 un groupe de 45 personnes qui avaient échoué dans le sud de Rhodes, près de Gennadi, après le naufrage de leur embarcation. Il pourrait s'agir du même groupe de personnes.

EUROPE

L'UE COMPLICE D'UNE FUSILLADE DE LA DES GARDE-COTES EN LIBYE, SELON UN DEPUTE EUROPEEN DE HAUT RANG

L'Union européenne et les États membres sont pénalement complices en Libye en matière de migration, a déclaré le chef de la commission des droits de l'homme du Parlement européen. "*C'est vraiment une complicité active de ces crimes*", a déclaré un député européen français des Verts qui préside la commission, vendredi 5 septembre 2025.

<https://euobserver.com/migration/ar78af6958>

ROYAUME-UNI

Les demandeurs d'asile boucs émissaires de la crise de la précarité

Le 4 septembre 2025, la justice a reconnu un demandeur d'asile coupable d'une agression sexuelle en juillet 2025 sur une jeune fille. Il connaîtra sa peine le 23 septembre

lors d'une prochaine audience. Un mouvement de protestation - soutenu par l'extrême droite et notamment le parti Reform UK - s'inscrit dans la continuité des manifestations qui avaient déjà secoué le pays l'été dernier après le meurtre de trois fillettes dans la ville de Southport. Le meurtrier avait été présenté – à tort – comme un migrant arrivé illégalement au Royaume-Uni. Il s'agissait en réalité d'un adolescent né au Pays de Galles dans une famille chrétienne originaire du Rwanda.

Des protestations se sont concentrées sur l'hébergement en hôtels des demandeurs d'asile (voir ci-dessous). Pour donner des gages aux manifestants, la ministre de l'Intérieur de l'époque a promis que les hôtels servant de centres d'hébergement seraient fermés d'ici 2029. Mais l'annonce - qui a été suivie d'autres restreignant les droits des demandeurs d'asile - n'a pas calmé la grogne des manifestants. Une chercheuse spécialiste des migrations à l'université de Sheffield voit plusieurs causes à ce mouvement de protestation. En premier lieu, *"la précarité économique qui persiste en Grande-Bretagne après des années d'austérité. Il y a 22 % de la population qui vit dans la pauvreté, qui n'arrive pas à en sortir"*, souligne-t-elle. Les médias d'extrême droite ont également joué un rôle prépondérant dans l'alimentation de cette colère : "Il y a une construction médiatique autour du migrant qui sert de diversion pour le gouvernement, parce que quand les gens s'intéressent aux migrants, tels qu'ils sont dépeints dans ces médias, ils ne s'intéressent pas aux causes de la baisse de leur niveau de vie."

Les hôtels en eux-mêmes alimentent aussi chez les manifestants l'idée que les demandeurs d'asile bénéficieraient de séjour à l'hôtel gratuits, payés par les Britanniques, et donc de plaisirs dont, eux, sont privés. À Londres, des femmes manifestent contre la présence de demandeurs d'asile dans un hôtel tout proche. *"Ils mettent 600 migrants illégaux sans papiers au milieu d'une communauté et personne n'est là pour garantir la sécurité des enfants et des femmes dans le quartier. On paye nos impôts et ça sert à financer ça !"*, s'empporte-t-elle devant le drapeau britannique qu'elle vient d'accrocher à un poteau. Sont lancés, pelle-mêle, toute sorte de reproches infondés aux demandeurs d'asile. *"Ce ne sont pas des migrants qui viennent de pays en guerre, c'est pas des réfugiés, c'est des migrants économiques. Ils viennent de Suède, de Tunisie, de Turquie, ce n'est pas des pays en guerre [...] On a des preuves vidéo qu'ils sont drogués, qu'ils prennent de la méthadone"*, avance-t-elle.

À Epping comme ailleurs, certaines manifestations ont dégénéré et ont abouti à des dégradations de matériels et des arrestations. Dans la rue principale, plusieurs vitrines de magasins ont été brisées. Des demandeurs d'asile hébergés dans un hôtel de West Drayton, à l'ouest de Londres, ont même dû être relogés ailleurs après des manifestations particulièrement violentes le 30 août 2025. Depuis ces violences, les demandeurs d'asile évitent autant que possible de sortir des hôtels. Un état de fait qui attriste une habitante d'Epping qui a cofondé le collectif de citoyens « Epping for everyone » (*Epping est pour tout le monde*). *"Avant, nous voyions souvent les demandeurs d'asile jouer au football près de la forêt. Ça me faisait plaisir de voir qu'ils se sentaient bien ici"*, se souvient cette mère de famille. Le collectif a d'abord rassemblé des femmes de la ville, révoltées que des manifestants prennent la parole à leur place. *"Je ne supportais pas d'entendre des manifestants parler à ma place et dire que les femmes ne se sentaient pas en sécurité à Epping avec leur slogan 'Protégez nos filles et nos femmes'"*, témoigne-t-elle.

En réponse aux drapeaux anglais brandis par les manifestants et désormais hissés sur de très nombreux poteaux de villes en signe de soutien au mouvement ultra-nationaliste opposé à la présence de migrants au Royaume-Uni, le collectif a accroché des petits rubans de couleurs à la rambarde d'un trottoir de la ville. Elles veulent montrer que les manifestations anti-migrants n'ont pas le soutien de toute la population britannique et *"défendre un autre point de vue : nous nous sentons bien ici et nous ne pensons pas que l'hôtel pose problème"*. Pour elle, les manifestants représentent effectivement *"une minorité très sonore qui a accès à des*

plateformes médiatiques très puissantes". "Leur voix est amplifiée au sein de la société", souligne-t-elle. Face à cela, Epping for everyone cherche à "apporter quelque chose de différent des gros titres sur les manifestations anti-migrants". Et le mouvement fait des émules. "Nous avons été contactés par des habitants d'autres villes qui souhaitaient créer un groupe communautaire apolitique comme le nôtre".

L'hébergement en hôtel des demandeurs d'asile : qu'en est-il ?

Pour entrer dans cet hôtel de Warwick, les demandeurs d'asile doivent se présenter devant les grilles qui entourent le bâtiment et attendre que l'agent de sécurité vienne leur ouvrir. La presse est tenue à distance, les curieux sont priés de passer leur chemin.

A 24 ans, un jeune homme hébergé dans un hôtel de Warwick depuis deux mois, il dit ne pas apprécier la nourriture qui y est servie mais reste globalement satisfait de l'hébergement. Rien d'étonnant pour le jeune homme qui a vécu de manière extrêmement précaire pendant plus de trois mois dans des campements sur le littoral français. Il semble aussi se détacher facilement de ces tracasseries car il a déjà vécu bien trop de difficultés et traumatismes. Quand il a pris la route de l'exil pour fuir la région soudanaise du Darfour avec sa famille pour le Tchad voisin, puis quand il a passé plusieurs mois seul en Libye avant de traverser la Méditerranée pour l'Europe. *"Comparé à la Libye, rien n'est difficile maintenant"*, affirme-t-il aujourd'hui en riant. Le jeune homme ne souhaite pas préciser ce qu'il a enduré dans le pays et se contente de dire que *"la violence était partout"*. Pourtant, Khaled aurait des raisons de se plaindre car il a subi du racisme à Warwick. La vague de manifestations anti-migrants de cet été, a parfois libéré la parole raciste dans cette petite ville majoritairement conservatrice. Il raconte avoir été insulté dans la rue alors qu'il se promenait avec d'autres exilés. *"On nous a dit 'Rentrez chez vous' et des insultes que je ne veux pas répéter."* *"Les demandeurs d'asile souffrent de malnutrition et, dans certains cas, sont hospitalisés en raison de la nourriture avariée ou contaminée fournie par le ministère de l'Intérieur"*, rapportait le média public

Contrairement à certaines idées reçues, aucun de ces hôtels ne propose de prestations luxueuses. *"D'un hôtel à l'autre, les standards sont très variables mais il ne s'agit aucunement de luxe car l'objectif est de tirer des profits. Certains sont donc en mauvais état et ne sont pas restaurés"*. *"En 2024/25, le coût quotidien moyen de l'hébergement d'un demandeur d'asile dans un hôtel peut être estimé à l'équivalent de 170 £ (environ 196 euros) par personne, contre 27 £ (environ 30 euros) pour les autres types d'hébergement, soit plus de six fois plus cher"*. La gestion de ces hébergements est confiée à des sociétés privées. *"Le gouvernement sous-traite la gestion des hôtels à quatre conglomérats d'entreprises (Clearsprings, Mears, Serco et CTM) qui se font énormément d'argent de cette manière"*.

Londres envisage d'héberger les demandeurs d'asile sur des sites militaires

Le Royaume-Uni cherche des alternatives à l'hébergement des demandeurs d'asile dans des hôtels. Le ministre de la Défense a affirmé, dimanche 7 septembre 2025, que le gouvernement travaillait *"à l'utilisation potentielle de sites militaires ou non-militaires"* pour héberger temporairement les demandeurs d'asile. Deux anciennes bases militaires ont déjà été aménagées sous le précédent gouvernement conservateur et accueillent plusieurs centaines de demandeurs d'asile. Un usage critiqué par les associations d'aide aux migrants.

Les arrivées de migrants pèsent sur un système d'asile déjà engorgé, contraignant les pouvoirs publics à héberger les demandeurs d'asile dans des hôtels au frais du contribuable.

Le gouvernement travailliste s'est engagé à mettre fin au recours aux hôtels pour les exilés d'ici 2029, mais il est sous pression pour accélérer le calendrier après une série de manifestations violentes devant les hébergements à travers le pays. Depuis la mi-juillet, de nombreux Britanniques manifestent régulièrement devant les hôtels logeant des exilés. Ces actions réunissent à chaque fois quelques centaines de personnes scandant le slogan "*Abolish Asylum System*" ("Abolir le système d'asile") et réclamant le départ des migrants. Dans le même temps, le parti d'extrême droite Reform UK, qui a fait de l'immigration son sujet principal, caracole en tête des sondages.

Actuellement, plus de 32 000 migrants sont hébergés dans des hôtels - sur un total de 111 000 demandeurs d'asile.

Samedi 6 septembre 2025, 1 097 migrants, à bord de 17 embarcations, sont parvenus à atteindre l'Angleterre en traversant la Manche, d'après les chiffres du Home office, après plusieurs jours d'accalmie. Au total depuis janvier 2025, plus de 30 000 exilés ont rejoint les rives britanniques depuis les côtes françaises. Un chiffre jamais atteint à cette période de l'année, même au plus fort des arrivées en 2022 - année durant laquelle plus de 45 000 personnes avaient débarqué au Royaume-Uni.

La nouvelle ministre de l'Intérieur, nommée vendredi lors d'un vaste remaniement, a qualifié ces chiffres d'"inacceptables". *"Protéger les frontières du Royaume-Uni est ma priorité en tant que ministre de l'Intérieur et j'étudierai toutes les options pour restaurer l'ordre dans notre système migratoire"*.

L'interdiction d'héberger des demandeurs d'asile dans un hôtel annulée par la Cour d'appel

C'est une première victoire pour le gouvernement britannique. Vendredi 29 août 2025, la justice lui a donné raison et a annulé la décision prise par la haute-Cour de suspendre l'accueil des demandeurs d'asile dans l'hôtel d'Epping, près de Londres. *"Nous autorisons les recours et annulons l'injonction imposée le 19 août 2025"*, a déclaré le juge. Ainsi, la première décision qui imposait à plus de 130 demandeurs d'asile de quitter l'hôtel avant le 12 septembre n'est plus d'actualité.

Lors de l'énoncé de la décision, le juge a déclaré que *"le juge (de la Haute-Cour) a commis un certain nombre d'erreurs de principe qui remettent en cause cette décision"*. *"L'approche du juge ignore la conséquence évidente selon laquelle la fermeture d'un site signifie que des capacités doivent être identifiées ailleurs dans le système"*, a-t-il ajouté. Il a également déclaré que le juge n'avait pas pris en compte l'impact qu'une telle décision aurait pu avoir si d'autres municipalités avaient suivi celle d'Epping. *"L'impact potentiel de telles demandes ponctuelles était une considération importante qui n'a pas été prise en compte par le juge"*.

Les conséquences d'une multiplication des recours étaient l'argument numéro un du gouvernement lors de l'audience de jeudi. Devant les juges de la Cour d'appel, il avait plaidé pour revenir sur la décision car *"Accorder l'injonction provisoire demandée risque de créer un précédent qui aurait de graves conséquences sur la capacité du ministère à héberger les personnes vulnérables"*.

Car actuellement, environ 32 000 des 110 000 demandeurs d'asile (soit près d'un tiers) que compte le pays sont hébergés dans quelque 200 hôtels. Et le gouvernement ne dispose pas de plan B pour les prendre en charge.

Le Home Office a réagi à l'annulation du jugement en réaffirmant sa promesse de mettre fin à l'hébergement dans les hôtels *"d'ici à la fin de la législature"*. *"Nous avons fait*

appel de ce jugement afin que des hôtels comme le Bell puissent être fermés de manière contrôlée et ordonnée, évitant ainsi le chaos des dernières années, qui a vu 400 hôtels rouvrir pour un coût de 9 millions de livres sterling par jour".

Toutefois cette victoire n'est qu'un répit pour le gouvernement qui fait face depuis des semaines à une vive contestation. De nouveaux rassemblements contre cette décision pourraient avoir lieu dans les prochains jours, à l'instar de ceux organisés régulièrement devant les hôtels accueillant des demandeurs d'asile depuis plus d'un mois.

"Tant que les hôtels resteront ouverts, ils continueront d'être des foyers de protestations, alimentant les divisions et laissant les personnes qui ont fui la guerre et les persécutions avec un sentiment d'insécurité", a prévenu le directeur général du Conseil des réfugiés, Enver Solomon, estimant qu'"attendre 2029 pour mettre fin à leur utilisation n'est plus une option".

Le sujet est important pour les autorités britanniques car les demandeurs d'asile n'ont jamais été aussi nombreux dans le pays. Selon les derniers chiffres, 111 000 demandeurs d'asile se sont enregistrés au Royaume-Uni entre juin 2024 et juin 2025. C'est un niveau record depuis 2001. Et cela cristallise d'autant plus les tensions car les arrivées par *"small boats"*, elles aussi, atteignent des niveaux records. Plus de 28 000 exilés sont arrivés par petites embarcations depuis le début de l'année, contre 19 294 sur la même période l'année dernière, soit une hausse de 46%. En tout cas, le répit ne sera que de courte durée pour le gouvernement dans cette bataille judiciaire, car la justice doit examiner une demande de fermeture permanente de l'hôtel Bell à la mi-octobre.

Lancement d'une campagne publicitaire sur les réseaux pour dissuader les migrants de traverser la Manche

La nouvelle stratégie des autorités britanniques pour diminuer l'immigration irrégulière, est une campagne publicitaire sur les réseaux sociaux. Elle s'affichera sur les comptes YouTube et Facebook des personnes visées, c'est à dire les exilés se trouvant sur les côtes du nord de la France. Les spots publicitaires cibleront les personnes en fonction de leur localisation, de leur sexe et de leur nationalité, précise le média britannique. Si Paris autorise le déploiement de cette campagne - financée par le ministère britannique de l'Intérieur -, ce sera la première fois que des publicités de ce type seront utilisées dans le nord de la France.

Les publications montrent des migrants bloqués à Douvres ou retenus dans un centre de rétention et se terminent par le décollage d'un avion. Un message est répété en plusieurs langues (français, arabe et langues afghanes notamment) : *"Attention ! Il existe un nouveau traité entre le Royaume-Uni et la France. Si vous arrivez illégalement au Royaume-Uni à bord d'un bateau, vous risquez désormais d'être expulsé et vous ne pourrez plus revenir au Royaume-Uni, ni rester en France en situation irrégulière"*. Le gouvernement fait ici référence au projet pilote signé début juillet entre Londres et Paris. Basé sur le principe du *"un pour un"*, il prévoit le renvoi en France d'un migrant arrivant au Royaume-Uni par *"small boat"*, en échange de quoi Londres s'engage à accepter un migrant se trouvant en France et exprimant sa volonté de demander l'asile.

Depuis l'entrée en vigueur de cet accord le 6 août 2025, une centaine de migrants arrivés sur des *"small boats"* après une traversée de la Manche ont été placés en détention en attendant un renvoi vers la France. *"Nous n'avons pas compris ce qui nous arrivait lorsque le ministère de l'Intérieur nous a transférés de Manston [une ancienne base militaire du Kent] où nous avons été enregistrés, directement vers [un] endroit qui ressemble à une prison"*, expliquait un Érythréen.

La nouvelle ministre de l'Intérieur, a déclaré vendredi que les expulsions de migrants vers la France débuteraient *"de manière imminente"*. Selon les estimations de la BBC, cet accord concernerait 2 600 migrants par an. Une goutte d'eau au regard des 30 000 personnes débarquées depuis janvier sur les rives britanniques après une traversée de la Manche.

Ce n'est pas la première fois que les autorités britanniques se servent des réseaux sociaux et d'Internet pour décourager les migrants de venir sur le territoire national. Lancé en août 2021, le site *On the Move* fournissait de nombreuses informations sur les risques qui attendent les migrants désireux de rejoindre les côtes anglaises. Traduit en arabe, en persan, en kurde, en pachto et en tigrigna, une des langues officielles de l'Érythrée, la plateforme assurait aux candidats à la migration que la route de la Manche est *"incroyablement dangereuse"*. *"Si vous tombez à la mer, vous risquez de vous noyer, vous ne tiendrez pas plus de 30 minutes dans l'eau froide, pouvait-on lire. Si les conditions en mer changent rapidement, votre bateau se renversera/chavirera. Vous mourrez rapidement d'hypothermie"*.

En 2023, le ministère de l'Intérieur britannique avait lancé une campagne pour dissuader les albanais. Enfin en 2024, une campagne similaire s'adressait au Vietnam

Suspension temporaire du regroupement familial pour les réfugiés

Dans une allocution devant la Chambre des Communes (Parlement) lundi 1er septembre 2025, la ministre de l'Intérieur britannique a promis une *"refonte complète"* du système du regroupement familial pour les réfugiés avant la fin de l'année. *"Des réformes substantielles du système d'asile sont nécessaire dès maintenant"*, pour *"moderniser"* et renforcer la sécurité d'un *"système d'asile défaillant"*. Celui-ci doit être fondé sur des *"règles équitables et correctement appliquées"* et non pas sur le *"chaos et l'exploitation par des gangs"*, a-t-elle ajouté, indiquant un durcissement des règles à venir. En attendant la mise en application de cette réforme, la ministre a annoncé *"suspendre temporairement les nouvelles demandes [des familles de réfugiés]"* dans le cadre du programme actuel de regroupement familial pour les étrangers. *"Les réfugiés seront soumis aux 'mêmes règles et conditions que tout le monde en matière de migration familiale', jusqu'à ce qu'un nouveau cadre soit mis en place"*. La ministre a précisé que cette suspension ne concernerait cependant pas les ressortissants ukrainiens, qui continueront à bénéficier d'un système distinct.

Le gouvernement prévoit d'adopter, de *"nouvelles règles"* plus strictes et radicales concernant l'accueil des membres de la famille (enfants et conjoint) des demandeurs d'asile et des migrants bénéficiant du droit d'asile au Royaume-Uni. Dans le pays, *"ces demandes (de réunion familiale) sont généralement déposées environ un mois après l'octroi de la protection, souvent avant même que le réfugié nouvellement reconnu ait quitté son logement d'asile"* avance la ministre, ajoutant qu'*"en conséquence, les familles de réfugiés qui arrivent sont beaucoup plus susceptibles de solliciter une aide aux sans-abri"*.

Elle souhaite ainsi s'inspirer du Danemark ou de la Suisse, deux États dans lesquels les personnes bénéficiant d'une protection humanitaire ne peuvent demander à faire venir leur famille que deux ans après avoir obtenu cette protection. *"D'ici à la fin de l'année, nous mettrons en place un nouveau système de migration familiale, avec des périodes de résidence minimum allongées, et des conditions de revenus"*. Une meilleure maîtrise de l'anglais pourrait également être requise dans les nouveaux critères.

Car d'après la ministre, des *"bandes criminelles"* utiliseraient la promesse du

regroupement familial pour *"encourager davantage de personnes à embarquer pour de dangereuses traversées"* vers l'Angleterre. Selon le ministère de l'Intérieur, quelque 21 000 visas au titre de la réunification familiale ont été accordés à des membres des familles de réfugiés entre juin 2024 et juin 2025, pour la grande majorité à des femmes et enfants. Cette hausse de 30% par rapport aux 12 mois précédents est imputée, selon le gouvernement, à un régime laxiste en termes d'asile ainsi qu'à une augmentation du nombre de réfugiés dans le pays.

Mais pour l'association Refugee Council, loin de faire baisser le nombre de demandes de regroupement familial des réfugiés, cette suspension poussera au contraire *"davantage de gens désespérés dans les bras des passeurs"*. *"Jusqu'à présent, le regroupement familial était l'une des seules voies sûres et légales permettant aux réfugiés fuyant la guerre et les persécutions d'être rejoints par leurs conjoints et enfants"*, a souligné le directeur de l'association.

Parmi les autres réformes prévues, un nouvel organisme, composé d'arbitres indépendants, et non plus de juges comme actuellement, sera créé pour traiter les recours en matière d'asile et accélérer la procédure. La ministre a également ajouté que les capacités de détention et de renvoi sont en cours d'augmentation.

Elle a réitéré la volonté du gouvernement de mettre fin à l'hébergement des migrants arrivés de manière irrégulière dans des hôtels pendant le traitement de leur demande d'asile. Plus tôt dans la journée, le Premier ministre indiquait lui aussi vouloir fermer tous les hôtels pour demandeurs d'asile avant 2029. *"Je veux qu'ils soient vidés. La seule façon de les vider est de traiter les dossiers de manière ordonnée et systématique, aussi rapidement que possible, puis de renvoyer les personnes qui ne devraient pas être ici"*.

La ministre de l'Intérieur a par ailleurs salué la série de mesures répressives adoptées par le gouvernement pour réduire l'immigration, notamment les efforts déployés par l'Agence nationale contre la criminalité (NCA) qui ont permis de démanteler 347 réseaux criminels liés à l'immigration en 2024-2025. Soit le niveau le plus élevé jamais enregistré et une augmentation de 40 % par rapport à l'année précédente. Les opérations, notamment la saisie de canots pneumatiques à la frontière bulgare, ont ainsi conduit à une baisse des traversées de la Manche en "small-boat" depuis les côtes françaises durant le mois d'août.

"Nous avons expulsé 35 000 personnes qui n'avaient pas le droit d'être ici, multiplié les descentes et réduit la facture hôtelière de près d'un milliard de livres sterling [environ un milliard et 150 millions d'euros] *au cours de l'année dernière*" a dit la ministre.

Plus de 111 000 personnes ont demandé l'asile au Royaume-Uni entre juin 2024 et juin 2025, le nombre le plus élevé jamais enregistré depuis le début des statistiques en 2001, selon les dernières données du Home Office. Plus de 50 000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni en traversant la Manche depuis que le travailliste est devenu premier ministre, en juillet 2024.

ASIE

AUSTRALIE

L'Australie va de nouveau envoyer des migrants à Nauru, une île désertique au milieu du Pacifique

Le gouvernement australien travailliste relance sa politique de dissuasion à

l'encontre des immigrés illégaux. Un accord vient d'être signé. L'Australie va déboursier un milliard et demi d'euros sur trente ans pour que le petit État de Nauru accueille ses migrants interdits de territoire.

21 km² isolés au cœur de l'océan Pacifique. L'île de Nauru – plus petit État du globe après le Vatican et Monaco – vient de signer un accord bilatéral avec l'Australie qui va déboursier près d'un milliard et demi d'euros sur trois décennies pour y envoyer des migrants illégaux. Les deux gouvernements se sont entendus la dernière semaine d'août 2025. Selon l'accord, annoncé par des responsables australiens, Canberra va installer dans cette nation aride et isolée jusqu'à 354 personnes séjournant dans l'illégalité sur son territoire. Le tout en échange d'un paiement initial de 229 millions d'euros et du versement annuel de quelque 39 millions d'euros, sur 30 ans - soit un total de 1,4 milliard d'euros....

<https://www.ouest-france.fr/monde/australie/laustralie-va-de-nouveau-envoyer-des-migrants-a-nauru-une-ile-desertique-au-milieu-du-pacifique-7ea5dece-896c-11f0-86eb-dac26b435301>

TURQUIE

Collusion entre un bateau de migrants et celui des garde-côtes

Un nouveau drame est survenu en mer Egée, au large des côtes turques dimanche 7 septembre 2025. Cinq personnes ont été tuées et une autre gravement blessée lorsqu'un bateau transportant des migrants a percuté un navire des garde-côtes turcs au nord-ouest de la Turquie, a déclaré le bureau du gouverneur de la province de Balıkesir. Le gouverneur a déclaré qu'un bateau à grande vitesse, transportant 34 migrants et un passeur, avait percuté le navire des garde-côtes turcs qui effectuait une patrouille de routine, au large de la côte de Badavut, dans le district d'Ayvalık. Le choc violent entre les deux bateaux a projeté des personnes dans la mer. Elles ont ensuite pu être repêchées par les secours. *« À la suite des opérations de recherche et de sauvetage menées dans la région, il a été déterminé que cinq personnes tombées à la mer avaient perdu la vie. Une personne, une femme, a été grièvement blessée et transportée à l'hôpital »,* a-t-il déclaré, ajoutant que les recherches pour retrouver une personne portée disparue se poursuivaient.

AFRIQUE

GHANA

Le Ghana accepte d'accueillir des Africains de l'Ouest expulsés des États-Unis

Après le Rwanda, l'Eswatini ou le Soudan du Sud, le Ghana a accepté de recevoir des migrants expulsés par les États-Unis. C'est ce qu'a indiqué mercredi soir 10 septembre 2025 le président ghanéen. Un accord avec les États-Unis dans lequel le Ghana a posé certaines conditions : *« Nous avons été approchés par les États-Unis pour recevoir des ressortissants de pays tiers qui sont en voie d'expulsion des États-Unis. Nous avons conclu avec eux que, seuls les ressortissants d'Afrique de l'Ouest seront acceptés, étant donné que tous nos camarades ouest-africains n'ont pas besoin de visas pour venir dans notre pays. Même s'ils décidaient de venir de leur propre chef à Accra depuis les États-Unis, ils n'auraient pas besoin de visa de toute façon. Donc, s'ils nous envoient des collègues ouest-africains, nous sommes d'accord. »* *« Je pense que cet accord est entré en vigueur. Un premier*

groupe de quatorze personnes est arrivé. Plusieurs d'entre eux sont des frères nigériens, ils ont décidé de rentrer chez eux. Un autre était gambien. Nous avons donc contacté son ambassade pour qu'ils puissent faciliter son retour en Gambie. »

L'expulsion de personnes vers des pays tiers - dans lesquelles elles n'ont souvent jamais vécu - est une des mesures phares du président américain des USA contre l'immigration clandestine, avec des centaines d'expulsions déjà réalisées vers le Panama, le Salvador et le Soudan du Sud.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250911-le-ghana-accepte-d-accueillir-des-africains-de-l-ouest-expuls%C3%A9s-des-%C3%A9tats-unis>

MALI

La région de Bandiagara fait face à un nouvel afflux de réfugiés burkinabés

Un nouvel afflux de réfugiés en provenance du Burkina Faso accentue progressivement une situation d'urgence humanitaire dans la région de Bandiagara au Mali, a averti mercredi l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, plus de 1.500 personnes, soit plus de 265 ménages arrivés, dimanche 31 août 2025, des villages de Mené, Bongole et Pela dans la province de Yatenga ont été préenregistrés par les équipes de la Commission nationale chargée des réfugiés (CNCR), ajoutant que d'autres groupes arrivés en fin de journée lundi 1^{er} septembre 2025 sont encore en attente d'enregistrement. Depuis le 5 août 2025, le cercle de Koro, dans la région de Bandiagara, est le théâtre d'un « afflux massif » de réfugiés burkinabés en provenance de plusieurs villages frontaliers avec le Mali. Entre le 7 et le 15 août, le nombre de personnes enregistrées par la CNCR est passé de 1.733, à 12.000 environ, soit une moyenne quotidienne de plus de 1.500 arrivées. « Ces arrivées s'ajoutent aux plus de 83.400 réfugiés pour une population de 100.400 résidents », précise le HCR.

Ce nouvel afflux, qui pourrait se poursuivre, met à rude épreuve les capacités locales, déjà fortement sollicitées depuis la reprise de ces afflux en avril dernier. « *Malgré la solidarité agissante des autorités locales et des communautés hôtes, les ressources disponibles demeurent insuffisantes face à l'ampleur croissante des besoins* ». Ces personnes déplacées de force, majoritairement des femmes, des enfants et des personnes âgées, sont contraintes de partir précipitamment, laissant derrière elles tous leurs biens. Elles arrivent à Koro dans une situation de grande précarité, nécessitant une aide urgente en matière d'abris, de vivres, d'eau potable, d'articles d'hygiène et d'assainissement, de biens ménagers essentiels, ainsi qu'un soutien psychosocial.

En termes de réponse, outre les opérations d'enregistrement, et d'évaluation, le HCR a procédé tout au long de la semaine dernière à la distribution de kits de biens non alimentaires (couvertures, lampes solaires, moustiquaires et jerricans) à près de 1.500 ménages arrivés en août sur 1.700 pré-enregistrés. Cependant, la crise budgétaire sans précédent qui touche la quasi-totalité des agences humanitaires a considérablement réduit les capacités opérationnelles du HCR. Au Mali, cette situation a des répercussions graves sur les conditions de vie des personnes déplacées de force, en particulier les réfugiés installés dans le centre du pays, dont le nombre ne cesse de croître. « *Sans un appui urgent et renforcé de la part des partenaires techniques et financiers, des milliers de vies majoritairement des femmes, des enfants et des personnes vulnérables risquent de sombrer dans une détresse encore plus profonde fragilisant les populations locales* », insiste l'agence onusienne.

MAROC

Récolter pour survivre : le quotidien des migrants subsahariens au Maroc

Au Maroc, la région d'Agadir dans le sud-ouest du pays, concentre une part importante des travailleurs migrants irréguliers. Ils seraient plus de 10 000, selon les ONG, parmi les 90 000 à 300 000 Subsahariens qui y font escale. Beaucoup d'autres poursuivent leur migration vers l'Europe. Ils se sont installés dans ce que certains surnomment le "*potager de l'Europe*" : 20 000 hectares de serres où fruits et légumes poussent toute l'année. Sans papiers, ils sont mal payés, travaillent dur et s'intègrent très difficilement. Même si des associations sont présentes.

MAURITANIE

Interception d'un bateau transportant 171 migrants vers les Canaries

Les autorités mauritaniennes ont intercepté mardi, un bateau transportant 171 migrants vers les îles Canaries, alors que celui-ci s'approchait de leurs eaux territoriales après avoir subi une panne mécanique. le 3 septembre 2025, les autorités ont précisé que 15 femmes et trois mineurs se trouvaient parmi les passagers arrêtés dans l'Atlantique. Ils ont été "*débarqués sains et saufs*" au port de Nouakchott, après une opération de sauvetage menée par la gendarmerie, les garde-côtes et la protection civile en haute-mer. Les migrants ont ensuite été pris en charge par des équipes médicales. Huit personnes dans un état critique ont été hospitalisées. Selon les premières investigations, tous les migrants seraient originaires de différents pays d'Afrique de l'Ouest.

Ce nouvel incident illustre la hausse considérable des départs d'embarcations surchargées depuis la Mauritanie. Avec le renforcement des contrôles au Sénégal ou au Maroc, la route s'est déplacée vers le nord : la Mauritanie est ainsi devenue en 2024 le principal pays de départs des migrants vers les Canaries d'après le rapport de la Sécurité nationale espagnole.

Les candidats au départ, depuis les côtes sénégalaises, mauritaniennes ou gambiennes, fuient la pauvreté, le chômage ou l'absence de perspectives. Ils embarquent clandestinement, moyennant finances, sur des pirogues ou des embarcations précaires, complètement inadaptées à de telles traversées.

<https://fr.saharamedias.net/migration-clandestine-171-migrants-illegaux-secourus-par-la-gendarmerie-et-les-garde-cotes-pres-des-eaux-mauritaniennes/>

Au moins 69 morts et 80 disparus après un naufrage au large de la Mauritanie

Mercredi 27 août 2025, une embarcation de migrants a fait naufrage à quelques dizaines de kilomètres du port de Tanit, au nord-ouest de Nouakchott. Seulement 17 personnes, tous des hommes, ont été secourues par les garde-côtes mauritaniens. Un chiffre confirmé par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La pirogue, partie de Gambie, avait à son bord plus de 130 personnes d'origines sénégalaise et gambienne. Il y a au moins 69 morts, selon le dernier bilan. Parmi les survivants figurent 11 sénégalais et 6 gambiens. Ils ont survécu en nageant plus d'une heure jusqu'à la plage mercredi soir après le chavirement de leur embarcation. Ils ont finalement été repérés par une patrouille de garde-côtes terrestres vers

23h30 au nord du port de Tanit, à 80 km de Nouakchott. Selon des rescapés, la pirogue est tombée en panne au large de la Mauritanie. Contacté par téléphone, le passeur aurait donc envoyé une pirogue de secours depuis la Mauritanie. Les passagers auraient ensuite chaviré lors du transfert du matériel entre les deux embarcations.

Le bilan pourrait encore s'alourdir, car quelque des dizaines d'exilés sont encore portés disparus. Sur une vidéo tournée par des ressortissants sénégalais en Mauritanie, on peut voir une dizaine de corps rejetés par la mer et éparpillés sur une plage mauritanienne. Les papiers d'identité d'un ressortissant sénégalais, originaire de la région de Touba, ont été retrouvés sur au moins un des cadavres.

Les candidats au départ, depuis les côtes sénégalaises, mauritaniennes ou gambiennes, fuient la pauvreté, le chômage ou l'absence de perspectives. Ils embarquent clandestinement, moyennant finances, sur des pirogues ou des embarcations précaires, complètement inadaptées à de telles traversées. Il faut plusieurs jours de navigation pour parcourir les 1 500 km jusqu'aux Canaries dans des conditions décrites comme terribles par les survivants, à la merci de la faim et la soif, du soleil, des éléments et des avaries.

Après un record en 2024, le nombre d'arrivées a fortement chuté depuis le début de l'année. Selon le ministère de l'Intérieur espagnol, 11 883 exilés sont arrivés aux Canaries par cayucos - les pirogues utilisées pour faire la traversée -, contre 22 304 sur la même période l'année dernière. Soit une baisse de 46,7%.

Cette route est aussi l'une des plus meurtrières. Plus de 10 400 migrants sont morts ou disparus en 2024, selon l'ONG Caminando Fronteras. Au cours des cinq premiers mois de 2025, l'ONG a compté 1 482 décès

RWANDA

Les sept premiers migrants expulsés des États-Unis ont été accueillis à Kigali

Depuis avril, des discussions étaient en cours entre Washington et Kigali. Elles ont abouti début août à un accord prévoyant que le Rwanda accueille jusqu'à 250 migrants expulsés des États-Unis. Le pays conserve toutefois le droit de refuser l'entrée de son territoire à certaines personnes. Un premier groupe de sept migrants est arrivé mi-août 2025 dans la capitale rwandaise. « *Tous ont reçu un soutien approprié et la protection du gouvernement rwandais* », a déclaré la porte-parole du gouvernement. Parmi eux, « *trois d'entre eux ont exprimé le souhait de retourner dans leur pays d'origine, tandis que quatre souhaitent rester* » au Rwanda et « *et y construire leur vie* », a-t-elle indiqué, sans préciser leurs nationalités.

Et c'est justement l'argument du Rwanda dans la signature de cet accord qui se présente comme une terre d'accueil. La porte-parole affirmait au début du mois que les valeurs sociétales du Rwanda étaient fondées sur la « *réintégration et la réhabilitation* ». En attendant, ce premier groupe arrivé mi-août est hébergé par une organisation internationale, avec des visites de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et des services sociaux rwandais, a détaillé Kigali.

Avec cet accord, le Rwanda devient le troisième pays africain à accueillir des étrangers expulsés des États-Unis, après le Soudan du Sud et l'Eswatini. L'Ouganda devrait suivre prochainement, après la signature d'un accord similaire la semaine dernière. Cette politique s'inscrit dans la volonté du président des USA, qui a promis d'expulser des millions d'immigrés présents illégalement aux États-Unis, certains étant qualifiés par lui de « *criminels* ».

SENEGAL

Plus de 1 900 migrants interpellés au 1er trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, les forces de défense et de sécurité sénégalaises ont interpellé *"1 946 personnes tentant de prendre la mer, dont une majorité d'étrangers - 1 000 personnes - utilisant le Sénégal comme point de départ"* a indiqué mardi 2 septembre 2025 le secrétaire permanent du Comité interministériel de lutte contre la migration irrégulière (CILMI). Le contrôleur général de police a également précisé que 32 pirogues avaient été saisies et 74 suspects, des convoyeurs, arrêtés et déférés devant la justice. Ces chiffres ont été présentés à l'occasion d'un atelier s'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière avec la vision Sénégal 2050 (SNLMI). *"La migration irrégulière est un défi de longue date, qui ne peut être résolu par un coup de baguette magique". "Nous voulons réduire drastiquement ce phénomène à l'horizon 2035"*.

Face à l'ampleur de ces départs irréguliers vers l'Europe, le Sénégal a accentué ses efforts ces dernières années afin de freiner le flux des migratoires. Les opérations de contrôle menées par les autorités de Dakar se sont donc multipliées sur le littoral ces derniers mois. Un renforcement notamment dû au renouvellement d'accords de coopération entre les pays de transit (dont le Sénégal mais aussi la Mauritanie) et l'Union européenne, pour limiter les départs d'embarcations clandestines vers l'Europe. Dakar avait ainsi reçu une aide de 30 millions d'euros en octobre 2024 pour contrer ces départs mais aussi secourir les migrants en mer. *"La surveillance renforcée des côtes commence à porter ses fruits"*, a souligné le CILMI, saluant les avancées réalisées dans le démantèlement des filières de passeurs et l'intensification de la répression à leur encontre.

La SNLMI, validée en 2023 afin de lutter contre le phénomène d'ampleur de l'immigration clandestine au Sénégal, s'axe sur cinq volets : prévention et sensibilisation, répression des filières de passeurs, gestion et surveillance des frontières, protection, retour et réintégration des migrants. C'est pour coordonner toute ses actions que la CILMI a été créé en 2024 par le président de la République du Sénégal. L'accent est notamment mis sur la prévention pour dissuader les jeunes Sénégalais de partir clandestinement. Plusieurs campagnes de sensibilisation sont menées dans le pays depuis le début de l'année et des comités départementaux et régionaux de lutte contre la migration irrégulière ont également été mis sur pied pour *"impliquer les communautés dans cette prévention"*. Le secrétaire permanent a insisté sur *"la nécessité d'aller au-delà du volet sécuritaire"* et *"offrir aux jeunes et aux femmes des alternatives crédibles pour bâtir un avenir au Sénégal"*. Des programmes économiques générateurs de revenus sont aussi en cours de déploiement dans le pays pour tenter de dissuader la population de prendre la route de l'exil.

Si les départs sont moins nombreux cette année depuis les côtes sénégalaises en raison des mesures répressives et sécuritaires adoptées, cela ne signifie pas pour autant que les pirogues ne partent plus. La route de l'Atlantique s'est simplement déplacée plus au nord faisant désormais de la Mauritanie, le principal lieu de départ des personnes désireuses de gagner les Canaries. La route au départ de la Guinée est aussi de plus en plus utilisée par les migrants.

TUNISIE

Plus de 260 migrants guinéens ont bénéficié de l'aide au "retour volontaire" en août

Selon les données communiquées par le bureau tunisien de l'Organisation internationale des migrations (OIM), 268 migrants guinéens ont pu être rapatriés dans leur pays d'origine durant le mois d'août. Deux vols spéciaux ont été affrétés pour organiser ces retours : un premier vol charter a été opéré le 20 août avec à son bord 159 migrants puis un second a suivi le 26 août, transportant 109 migrants à destination de Conakry. *"Ces vols s'inscrivent dans le cadre du programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration, qui est mis en œuvre dans le cadre du Programme de Protection, de Retour et de Réintégration des migrants en Afrique du Nord (MPRR-NA) de l'OIM, financé par l'Union européenne"* a indiqué l'organisation mardi 26 août 2025. Le document précise également que le vol du 26 août, a pu être mis en place avec la contribution du gouvernement suédois. Ce programme permet aux exilés d'être rapatriés chez eux et de bénéficier d'un soutien financier pour développer leur projet au pays. *"Avant leur départ, les bénéficiaires ont reçu une assistance complète, incluant des séances de conseil, un hébergement temporaire, des examens de santé pré-départ et un appui logistique pour le voyage, conformément aux standards de protection de l'OIM"*.

Depuis le début de l'année 2025, le dispositif est très sollicité par les migrants subsahariens qui se trouvent dans ce pays du Maghreb. L'OIM explique avoir organisé 14 vols au départ de la Tunisie vers plusieurs pays africains afin d'assurer *"le retour volontaire, sûr et digne des migrants"*. Entre le 1^{er} janvier et le 30 juillet 2025, 5 336 sont rentrés dans leur pays d'origine. En comparaison, 7 250 migrants originaires d'Afrique subsaharienne avaient pu en bénéficier sur l'année 2024, selon les autorités tunisiennes. Un chiffre qui tombe à 2 250 en 2023.

Cette tendance témoigne du climat particulièrement délétère visant les subsahariens dans ce pays. Les violences à répétition, les démantèlements de camps successifs, les expulsions dans le désert, les arrestations ou le harcèlement des autorités ont rendu la vie de milliers de ces migrants clandestins en Tunisie très difficile. Une situation infernale qui a convaincu nombre d'entre eux de demander l'aide au *"retour volontaire"* de l'OIM. *"Je n'en peux plus, je veux quitter la Tunisie"*, rapportait un Ivoirien de 24 ans. *"La vie en Tunisie est devenue trop difficile. Tout va mal"*, indique un autre Ivoirien de 19 ans établi près de Sfax. *"On ne peut plus travailler car les employeurs refusent les Noirs, on ne peut plus se loger pour les mêmes raisons. Et les policiers viennent tout le temps détruire nos cabanes en nous disant de rentrer chez nous. On n'ose pas sortir car on a peur d'être agressé dans la rue par des Tunisiens qui nous volent nos téléphones et notre argent"*. Des milliers de migrants vivant en Tunisie aspirent désormais à rentrer chez eux. Depuis le début de l'année, l'OIM enregistre une hausse de 20% des demandes de *"retour volontaire"* de migrants établis dans ce pays du Maghreb. En parallèle, le président Tunisien, met la pression sur les instances internationales pour intensifier les rapatriements.

L'OIM débordée par les demandes de "retours volontaires"

Mais l'agence, est débordée. La hausse des demandes et le délai pour les traiter provoquent un goulot d'étranglement dans les structures de l'OIM. Ses quatre centres en Tunisie - qui accueillent environ 500 personnes - sont saturés. *"Le délai de traitement d'un dossier peut varier en fonction de plusieurs paramètres, tels que la situation personnelle du migrant, les procédures médicales et légales, notamment dans les cas de mineurs non accompagnés, les contraintes logistiques ou les formalités administratives liées au pays de*

retour", souligne l'OIM. "Le départ intervient généralement dans un délai de quelques semaines, sous réserve de la finalisation des aspects logistiques". Car l'OIM a besoin d'un laissez-passer consulaire pour procéder au rapatriement, or les ambassades peuvent mettre beaucoup de temps à délivrer ce précieux sésame.

Dans ces conditions, des centaines de personnes se retrouvent alors livrées à elles-mêmes. Plusieurs témoignages de migrants font état de leur désespoir face à la situation. "On se soutient entre nous, on cotise pour acheter de la nourriture mais certains jours, je n'ai rien à manger. On n'a même pas d'eau. On en récupère un peu au système d'arrosage des propriétaires des champs". "Tout ce que je veux, c'est rentrer chez moi. Si j'avais de l'argent, je paierais pour 'me retourner'".

AMERIQUE

USA

Une juge bloque l'expulsion de 600 enfants guatémaltèques

La décision du juge fédéral est tombée in extremis. Un premier avion transportant une centaine d'enfants s'apprêtait à décoller d'un aéroport du Texas, direction le Guatemala. Une opération qui, au total, concernait près de 600 mineurs âgés de 10 à 17 ans arrivés seuls sur le sol américain. Saisi par les avocats de certains de ces mineurs, la juge du tribunal fédéral de Washington interdit aux autorités de procéder à ces expulsions, le temps qu'une audience pour étudier le dossier ait lieu. Les avocats des enfants - représentés par une association de défense des immigrés, National Immigration Law Center (NILC), dans une plainte collective au civil contre la ministre à la Sécurité intérieure, dénonçaient une procédure en violation avec la loi qui selon eux garantit des protections aux mineurs sans-papiers, surtout que certains de leurs clients étaient en pleine procédure de régularisation.

L'ONG accuse l'administration Trump, qui met en œuvre depuis sept mois son programme contre l'immigration et la criminalité, d'avoir « *arraché de leurs lits des enfants vulnérables et effrayés et cherché à les remettre en danger* » en les renvoyant dans leur pays natal d'Amérique centrale.

L'administration Trump décrivait cette opération comme un projet pilote, une première organisée en collaboration avec le gouvernement du Guatemala. Le conseiller Immigration US a immédiatement dénoncé la décision du juge fédéral. « *Ce juge nommé par Biden refuse de laisser ces enfants retourner auprès de leurs familles dans leur pays* ».

Vendredi soir 29 août 2025, une autre juge fédérale avait bloqué la procédure d'« *expulsion accélérée* » d'étrangers sans papiers arrêtés récemment à la frontière avec le Mexique. Cette procédure, sans comparution devant un tribunal, est contraire à une disposition constitutionnelle selon laquelle « *nul ne sera expulsé des États-Unis sans possibilité, à un moment donné, d'être entendu* ».

<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20250901-etats-unis-juge-bloque-expulsion-de-600-enfants-guatemala-mineurs-isoles>